



Right2Grow **End of Programme Report** **BURKINA FASO** **2021 - 2025**

Report submitted by:
Jeanne Somé

Table des matières

Résumé narratif final du programme Right2Grow dans les trois régions du Burkina Faso de janvier 2021 à décembre 2025.....	3
Liste des acronymes	4
1 Vue d'ensemble et contexte du programme (2021-2025)	5
1.1 Raison d'être et contexte national	5
1.2 Théorie du changement et interventions clés	7
1.3 Champ d'application géographique et population cible	7
1.4 Stratégies	9
1.5 Changements contextuels	10
1.6 Gestion des risques et programmation adaptative	11
1.7 Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage	12
1.8 Partenariat et gouvernance	13
2 Résultats et principales réalisations	15
2.1 Mobilisation communautaire	15
2.2 Renforcer les organisations de la société civile	19
2.3 Approche multisectorielle	26
2.4 Mobiliser les acteurs du développement international	30
2.5 Genre, jeunesse et inclusion	33
2.6 Changement climatique et réponses locales	34
2.7 Contributions aux indicateurs des IGG	35
2.8 Soutien technique	36
3 Données probantes, apprentissage et action	37
3.1 Perspectives et adaptation fondées sur des données probantes	37
3.2 Initiatives d'apprentissage en collaboration	38
3.3 Partage des connaissances et influence externe	40
4 Développement durable	40
4.1 Intégrer le développement durable et l'appropriation locale	40
4.2 Ce qui continue après 2025	41
5 Conclusion et recommandations	43
5.1 Performance du programme	43
5.1.1 Réflexion sur les réalisations et les défis du programme	43
5.1.2 Enseignements tirés des stratégies et interventions programmatiques	44
5.2 Collaboration au sein du partenariat	45
5.2.1 Collaboration entre les acteurs et les niveaux	45
5.2.2 Enseignements tirés de la collaboration	45
5.3 Meilleures pratiques	46
5.4 Recommandations pour la programmation future	46

Récits d'impact.....	48
Annexes.....	50
Annexe 1 : Théorie du changement du pays	50
.....	50
Annexe 2 : Cadre de résultats du pays	51
Annexe 3 : Contributions aux indicateurs IGG.....	56
Annexe 4 : Résultats récoltés.....	58

Résumé exécutif

Programme	Right2Grow
Le pays	BURKINA FASO
Zones de mise en œuvre	Région du Centre-Nord (Actuellement région des Koulés) / Provinces du Sandbondtenga, du Bam et du Namentenga Région de l'Est (actuellement régions du Goulmou, de la Tapoa, de la Sirba)/ Provinces du Gourma, de la Gnagna, de la Tapoa, de la Komondjari et de la Kompienga Région du Nord (Actuellement région du Yaadga)/ Provinces du Yatenga, du Zondoma, du Lorum et du Passoré
Numéro du programme	Numéro d'activité de Power of Voices : 4000004339 Numéro d'impact du ministère des affaires étrangères : 100001237
Période de référence	2021-2025
Partenaire chef de file national	SAVE THE CHILDREN
Personne de contact	Jeanne d'Arc PARE SOME jeanne.some@savethechildren.org
Partenaires du consortium national	ACF, THP, RESONUT, AMR, CEEGA
Bureau de soutien aux partenaires mondiaux	Save the Children Pays-Bas
Personne de contact	Laurence CARON laurence.caron@savethechildren.nl
Bailleur de fonds	Ministère des Affaires étrangères (MFA), Pays-Bas

Résumé narratif final du programme Right2Grow dans les trois régions du Burkina Faso de janvier 2021 à décembre 2025

Le programme Right2Grow, mis en œuvre dans les régions du Centre-Nord, du Nord et de l'Est, de janvier 2021 à décembre 2025, s'inscrivait dans un contexte marqué par une instabilité politique au cours de ses deux premières années de démarrage, une crise sécuritaire et humanitaire avec ses corollaires de déplacements massifs de populations. Cette situation a contribué à aggraver la vulnérabilité nutritionnelle des enfants de moins de 05 ans des régions couvertes par le programme qui faisaient partie déjà des zones géographiques où on retrouve les taux les plus élevés de malnutrition.

Right2Grow a été porté par un consortium de partenaires internationaux et nationaux composé de Save the Children International (SCI) comme lead, Action Contre la Faim (ACF), The Hunger Project Burkina Faso (THP-Burkina), Center for Economic Governance and Accountability in Africa (CEGAA), le Réseau de la Société Civile pour la Nutrition (RESONUT) et l'Association Monde Rural (AMR). Dans sa stratégie de mise en œuvre, une place importante a été accordée aux organisations de la société civile (OSC) œuvrant dans les trois régions créant ainsi une ligne de niveau 3 d'organisations impliquées dans le projet. Ceci a été fait dans le but de favoriser l'extension du renforcement des capacités de la société civile jusqu'au niveau décentralisé dans les provinces et les communes et de créer les conditions pour garantir l'appropriation locale et la durabilité des acquis.

Dans la région de l'Est, la mise en œuvre du projet était assurée par ACF et RESONUT. La participation active vingt-neuf (29) OSCs trois et (3) radio communautaires locales constituées en cinq (5) Groupes de Plaidoyer (GP) a été suscitée. Au Centre-Nord le tandem SCI et RESONUT a assuré le déploiement du projet et a mobilisé vingt (20) OSC. Pour la région du Nord, THP-BF et AMR se sont associés pour implémenter le projet en collaboration étroite avec trente-quatre (34) OSC et quatre (04) radios organisées en quatre (4) Groupes de Plaidoyer.

Ces quatre-vingt-huit (88) OSC agissant au niveau 3 ont joué un rôle central dans la conduite des actions de plaidoyer communautaire, de promotion de la redevabilité sociale et de suivi citoyen des engagements des décideurs en faveur de la nutrition et de meilleures conditions en matière de l'eau, hygiène et assainissement (EAH/WASH).

A travers le projet, ces OSC locales ont vu leurs capacités renforcées sur plusieurs thématiques et domaines : la multisectorialité de la nutrition, l'eau hygiène assainissement (WASH), la Nutrition, le plaidoyer, l'analyse et le suivi budgétaire, le suivi citoyen des politiques publiques, la mobilisation des ressources et le réseautage, la gouvernance locale et la communication. Ces formations ont réhaussé leurs connaissances et leurs compétences et leur ont permis de participer activement et efficacement aux espaces de planification et de revue budgétaire dans les 86 communes de ressort couvertes par les interventions du projet.

Le programme a également renforcé l'opérationnalisation de la multisectorialité de la nutrition au travers d'un soutien méthodologique et financier à l'organisation de cadres de concertation multisectoriels au niveau provincial et régional. Ces cadres ont permis aux différents acteurs de mieux comprendre la multisectorialité de la nutrition. La formation des acteurs sectoriels sur la gestion axée sur les résultats, en étroite collaboration avec le STNut/ Ministère de la santé, les exercices d'analyse et de suivi budgétaire ont contribué à favoriser le rehaussement des lignes budgétaires dédiées à la nutrition, au WASH et à la sécurité alimentaire dans les Plans communaux de développement (PCD) de plusieurs communes.

En matière d'inclusion, Right2Grow a favorisé la participation active des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap et des personnes déplacées internes (PDI) dans la gouvernance locale et les dynamiques communautaires, réduisant les tensions sociales et renforçant la cohésion sociale.

Liste des acronymes

ACF	Action Contre la Faim
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AMR	Association Monde Rural
BMET	Budget Monitoring and Expenditure Tracking (Suivi des allocations et des dépenses budgétaires)
OBC	Organisation à base Communautaire
CC	Comité de coordination
CCGP	Comités communaux de gestion des plaintes
CEGAA	Centre pour la gouvernance économique et la responsabilité en Afrique
CHR	Centre Hospitalier Régional
COVID	Maladie à coronavirus
CSC	Comité directeur national
CU5	Enfants de moins de 5 ans
DN	Direction de la Nutrition
DS	Délégation spéciale
FEWS	Famine Early Warning Systems
GASPA	Groupes d'Apprentissage et de Suivi des Pratiques d'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
GIZ	Coopération allemande
GP	Groupe de plaidoyer
GPIC	Groupe de plaidoyer et d'interpellation citoyenne
IMF	Institution de Microfinance
IT	Technologies de l'information
L&A	Lobby et défense des intérêts
L&L	Liens et apprentissage
LGBT	lesbian, gay, bisexual, and transgender (Lesbiennes, gay, bisexuel et transgenre)
M&E	Suivi et évaluation
MEAL	Monitoring Evaluation Accountability and Learning
MAE	Ministère des affaires étrangères
MF	Max Fondation (Fondation Max)
MFA	Ministry of Foreign Affairs
MOU	Memorandum of understanding (Protocole d'accord)
NWSA	Nutrition WASH Sécurité Alimentaire
OBC	Organisation à base communautaire
OH	Outcome Harvesting
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
OMS	Organisation mondiale de la santé
PDI	Personnes Déplacées Internes
PDS	Président de la Délégation Spéciale
PNMN	Politique Nationale Multisectorielle de Nutrition
RESONUT	Réseau de la Société Civile pour la Nutrition
SCS	Strengthen Civil Society (Renforcer la société civile)
SCI	Save The Children International
SG	Secrétaire Général
STAN	Secrétariat Technique de l'Alimentation et de la Nutrition
ST/Nut	Secrétariat Technique en charge de la Multisectorialité de la Nutrition
SUN	Scaling Up Nutrition (Renforcer le mouvement en faveur de la nutrition)

SDG	Sustainable Development Goals (Objectif de développement durable)
THP	The Hunger Project
TDC//TOC	Théorie du changement
VBG	Violence fondée sur le genre

1 Vue d'ensemble et contexte du programme (2021-2025)

1.1 Raison d'être et contexte national

Le Burkina Faso fait face depuis plusieurs années à une crise multidimensionnelle qui accentue la vulnérabilité nutritionnelle des populations. En 2021, près de 25 % des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique, avec des prévalences particulièrement élevées dans les régions de l'Est, du Centre-Nord et du Nord. Les causes sont multiples : insécurité alimentaire persistante, faible diversification alimentaire, pratiques inappropriées d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), accès limité aux services de santé et aux infrastructures d'eau, hygiène et assainissement (WASH).

Le contexte national reste fortement marqué par une crise sécuritaire et humanitaire qui s'est intensifiée depuis 2019. Cette situation, accompagnée d'un déplacement massif des populations, avait, avant le démarrage du projet, contribué à une détérioration des conditions de vie et à une aggravation de la malnutrition, en particulier chez les groupes les plus vulnérables. Selon le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR), le Burkina Faso comptabilisait plus de 2 millions de déplacés internes dont la moitié étaient des enfants. Le plan de réponse humanitaire des Nations Unies indiquait 3.5 millions de personnes au Burkina Faso dans le besoin d'une assistance alimentaire et 1,3 millions d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes dans le besoin d'une assistance nutritionnelle d'urgence.

En janvier 2025, plus de 26 000 nouveaux déplacements ont été rapportés par le Groupe de Coordination Opérationnelle de la Réponse Rapide (GCOORR), dont 86% étaient des femmes et des enfants. Parmi ces personnes déplacées, plus de 5 000 ont trouvé refuge dans les régions du Sahel, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Aussi à partir de février 2025 la situation humanitaire au Burkina Faso demeurait préoccupante. Les incidents de sécurité ont continué de forcer des milliers de personnes à fuir leurs foyers. Les besoins de ces populations déplacées sont urgents et multisectoriels et s'ajoutent à ceux déjà identifiés dans les années et mois précédents. Les partenaires humanitaires ont poursuivi leurs interventions en faveur des communautés affectées, mais continuent de faire face à diverses contraintes, notamment des limitations d'accès et un sous-financement croissant.

Parallèlement, le pays subit les conséquences du changement climatique : sécheresses, inondations récurrentes et dégradation des terres, qui affectent directement la production agricole et l'accès à l'eau potable. Ces chocs exacerbent les inégalités de genre et touchent particulièrement les femmes, les jeunes et les enfants, qui représentent la majorité des populations vulnérables. La pandémie de COVID-19 (2020-2022) a en outre perturbé la continuité des services essentiels.

L'implémentation du Programme Right2Grow a démarré après l'installation des Conseils municipaux à la suite des élections municipales de mai 2020 au Burkina Faso. Ce contexte apparaissait favorable aux interventions de Right2Grow,

le Programme pouvant avoir l'opportunité d'adresser les principales préoccupations auprès des décideurs élus, censés être des interlocuteurs sur la durée de leur mandat de 5 ans, dont la fin correspondait à celle de Right2Grow. Les cibles et les partenaires indiqués pour la mise en œuvre des actions de plaidoyer étaient donc en place.

Dans un contexte où les priorités étaient orientées vers la gestion des affaires courantes, avec la suspension du transfert des ressources de l'Etat vers les collectivités, Right2Grow a su attirer l'attention des acteurs dans les régions couvertes sur la nécessité de rechercher d'autres alternatives pour faire face aux besoins pressants des populations. A cet effet, le Programme, a sollicité la contribution de plusieurs catégories d'acteurs dont les membres des délégations spéciales communales, les responsables des services techniques déconcentrés, les acteurs du secteur privé.

Le programme Right2Grow visait à apporter un appui aux acteurs de la société civile et s'inscrivait en droite ligne des orientations du gouvernement contenues dans la Politique nationale multisectorielle de nutrition (PNMN 2020-2029), le plan national stratégique multisectoriel de nutrition 2020-2025, le Plan national de développement économique et social (PNDES II 2021-2025) et les engagements internationaux pris par le Burkina Faso (SUN, ODD2).

Avec une durée de cinq ans (2021-2025) et un budget initial de 4.750 millions euros, Right2Grow Burkina Faso a renforcé les capacités des OSC dans le but de développer la mobilisation communautaire, l'influence sur les politiques et les budgets et l'adoption d'approches multisectorielles pour lutter contre la malnutrition et améliorer l'accès aux services de nutrition, de WASH et sécurité alimentaire, en favorisant une gouvernance inclusive, sensible au genre et durable.

Le programme Right2Grow a été mis en œuvre au Burkina Faso de 2021 à 2025 dans les régions du Nord, de l'Est et Centre-Nord qui sont des zones confrontées à la fois aux défis de la malnutrition chronique et aiguë et aux conséquences de la crise sécuritaire. Porté par un consortium de partenaires nationaux et internationaux Right2Grow a mis l'accent sur le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des Organisations de la Société Civile (OSC) de 3^e niveau.

Aucun fait marquant au niveau du pays n'a influencé notablement la mise en œuvre des activités au cours de cette année 2025. Les priorités des autorités sont toujours orientées sur la sécurisation du territoire, le retour de la paix et de l'urgence humanitaire au niveau de l'Etat et de ses partenaires. A cet effet, le gouvernement exige toujours des partenaires une prise en compte dans leurs interventions des priorités gouvernementales. Le pays bénéficie d'un engagement politique accru pour la nutrition et la dynamique actuelle des autorités orientée vers le développement endogène et la participation communautaire donne une place de choix aux OSC de jouer pleinement leur rôle de veille et d'interpellation citoyenne.

1.2 Théorie du changement et interventions clés

En rappel selon la théorie du changement, le but ultime de Right2Grow est que « Chaque enfant est capable de réaliser son plein potentiel ». En ramenant cela sous l'angle de nutrition, l'Impact à long terme stipule que « Aucun enfant de moins de 5 ans n'est malnutri ». Ainsi, comme Outcome, Right2Grow a prévu de faire en sorte que « La société civile et le gouvernement s'attaquent conjointement et effectivement à la malnutrition de manière sensible au genre et inclusive »

La **théorie du changement (TdC)** de Right2Grow repose sur la conviction que la lutte contre la malnutrition au Burkina Faso ne peut réussir qu'à travers une approche **intégrée, inclusive et participative**, mobilisant de manière concertée les communautés, les organisations de la société civile (OSC), les autorités locales ainsi que les partenaires techniques et financiers. Elle traduit la vision selon laquelle la lutte contre la malnutrition et l'amélioration des services WASH exigent une mobilisation conjointe des citoyens, des OSC, du secteur privé et des pouvoirs publics, articulée autour de l'utilisation d'évidences, du plaidoyer stratégique et de la redevabilité mutuelle. L'objectif ultime étant que **chaque enfant puisse réaliser son plein potentiel**, grâce à la disponibilité des services de nutrition, de WASH et de sécurité alimentaire accessibles et de qualité, financés de manière pérenne et intégrés durablement dans les politiques publiques.

La TdC s'articule autour de **quatre voies de changement complémentaires et interdépendantes** :

1. **Mobilisation communautaire** : renforcer les capacités des communautés afin qu'elles puissent formuler des demandes de services légitimes, adopter des pratiques améliorées en nutrition, WASH et sécurité alimentaire, collaborer avec les acteurs publics et privés pour lever les obstacles d'accès aux services sociaux de base et améliorer la qualité de ses services offerts. Les communautés ont été mieux informées de leurs droits et sensibilisées pour le changement de mentalités et l'adoption de bonnes pratiques en matière de nutrition, de sécurité alimentaire et de WASH grâce à des actions et outils de communication en langues locales.
2. **Renforcement des OSC** : outiller les OSC locales et nationales pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans l'espace civique, influencer les politiques publiques et demander des comptes aux décideurs. La mise en place des **Groupes de Plaidoyer (GP) dans les 3 provinces**, leur formation sur les techniques de plaidoyer et bien d'autres thématiques telles que la multisectorialité de la nutrition et la mobilisation communautaire ainsi que leur accompagnement/coaching dans les exercices d'**analyse et suivi budgétaire participatif (BMET)**, ont été des leviers clés pour accroître leur légitimité et leur influence.
3. **Approche multisectorielle** : promouvoir l'intégration de la nutrition dans les secteurs stratégiques tels que la santé, l'agriculture, le WASH et la protection sociale. Le programme a contribué au renforcement des capacités des acteurs étatiques des services sectoriels sur la multisectorialité et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR). Right2Grow a apporté une contribution importante pour l'opérationnalisation du plan stratégique multisectoriel de la nutrition au niveau national et régional. Le programme a contribué sur les plans techniques et financier à l'élaboration du plan stratégique de la multisectorialité de la nutrition 2025-2029, du plan de communication et apporté son appui financier pour l'organisation des **cadres de concertation multisectoriels** aux niveaux communal, provincial et régional.
4. **Mobilisation des acteurs internationaux** : encourager les donateurs et les partenaires humanitaires à aligner leurs interventions dans une logique de **nexus humanitaire-développement et paix**, afin de traiter les causes structurelles de la malnutrition. Right2Grow a favorisé le dialogue et la coordination entre ONG humanitaires et acteurs de développement.

Ces quatre voies de changement, renforcées par des stratégies transversales – égalité de genre, inclusion des jeunes et des groupes vulnérables, gouvernance locale et promotion du nexus – ont contribué à accroître la redevabilité sociale, stimuler la participation citoyenne et consolider l'appropriation

1.3 Champ d'application géographique et population cible

Le programme Right2Grow d'une durée de cinq (5) années a été conduit au Burkina Faso par un consortium composé de Save The Children (Lead), Action Contre la Faim, CEGAA, The Hunger Project Burkina Faso (THP-BF), RESONUT et AMR. Trois (3) régions en plus du niveau central ont été concernées par les interventions du programme à savoir le Centre-nord, l'Est et le Nord avec pour chaque région un partenaire de mise en œuvre. The Hunger Project Burkina Faso intervenait dans la région du Nord avec comme partenaire de mise en œuvre l'Association Monde Rural (AMR). Quant au RESONUT, il a été le partenaire de mise en œuvre de SCI et ACF, respectivement dans les régions du Centre-Nord et de l'Est.

Dans la région du Nord quatre (04) provinces sont couvertes : Lorum, Yatenga, Zondoma et Passoré comportant trente et une (31) communes avec une population d'environ 1 796 189 habitants (5e RGPH projeté).

Dans celle du Centre nord Le programme a couvert trois (3) provinces Sandbontenga (ex Sanmatenga), Namentenga et Bam et douze (12) communes rurales de la région.

Dans la région de l'Est, les interventions de Right2Grow ont touché cinq (05) provinces, notamment la Gnagna, le Gourma, la Komondjari, la Komienga et la Tapoa avec un total de douze (12) collectivités. Il s'agit des communes de Tibga, Diapangou, Fada N'Gourma, Diabo, Manni, Gayéri, Pama, Kantchari, Diapaga, Bogandé, Bilanga, Piéla. Les OSC locales ont été sélectionnées grâce aux résultats de la cartographie des acteurs et des intervenants, les répertoires des OSC partenaires d'Action contre la Faim et du RESONUT.

Au Burkina Faso, les taux de malnutrition restent parmi les plus élevés en Afrique sub-saharienne, en particulier pour des régions comme celles de l'est, du nord et du centre-nord. Ce qui a justifié le choix de cette zone pour bénéficier des interventions de R2G.

Les cibles et bénéficiaires des interventions sont répartis en deux catégories :

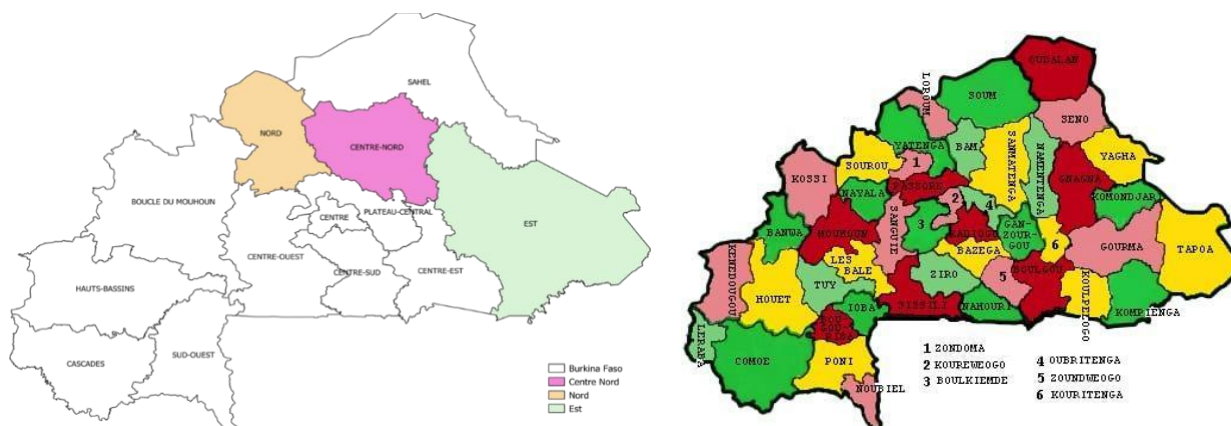
- a) Les cibles et bénéficiaires directs
 - Les femmes enceintes et allaitantes ;
 - Les organisations de la société civile identifiées comme levier essentiel pour le plaidoyer et la redevabilité ;
 - Les collectivités territoriales responsables de l'allocation budgétaire dans les communes ;
 - Les acteurs du secteur privé pourvoyeurs de ressources pour le financement de la nutrition ;
 - Les leaders communautaires dont l'influence favorise l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles ;
 - Les services techniques publiques au niveau central, régional et local en charge de la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles ;
 - Les acteurs du développement et les bailleurs engagés aux côtés des autorités gouvernementales et des parties prenantes pour la prévention de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans.
- b) Les cibles et bénéficiaires indirects
 - Les enfants de moins de cinq ans ;
 - Les populations vulnérables.

Durant les cinq ans de mise en œuvre il n'y a pas eu de changement dans la zone géographique. C'est seulement un changement au niveau du découpage administratif qui est intervenu.

En effet, le 2 juillet 2025, le gouvernement a adopté un décret sur le redécoupage du territoire national (17 régions au lieu de 13 auparavant et 47 provinces au lieu de 45) et sur le changement de nom des régions administratives. C'est ainsi que la région précédemment appelée Nord est devenue Yaadga, le Centre-Nord est devenu Koulsé et l'Est a été divisé en trois régions : la Sirba, la Tapoa et le Goulmou.

Vous trouverez ci-dessous les deux cartes

- a) 1. la carte de l'ancien découpage administratif :b) Carte issue de la nouvelle réorganisation



1.4 Stratégies

Dans les trois régions, la mise en œuvre du programme Right2Grow (2021-2025) s'est appuyée sur un ensemble de stratégies complémentaires, adaptées en permanence à un contexte marqué par l'insécurité et les déplacements massifs de populations.

1. La sensibilisation grand public et de groupe

Cette stratégie a été déployée dans le cadre des activités du résultat 1 qui devraient à termes induire des changements durables au niveau des mentalités et des pratiques au sein des ménages notamment en matière de nutrition, WASH et Sécurité alimentaire à travers le canal des émissions radiophoniques, le théâtre forum, la tenue des ateliers et forum de sensibilisation et la dissémination des documents et supports écrits traduits en langues locales.

2. Renforcement des capacités des acteurs clés et parties prenante du projet

Le renforcement de capacités est la principale stratégie du projet vu le but et l'impact à moyen terme visés par le projet. Les actions de renforcement de capacités ont concerné pendant toute la durée du projet les organisations de la société civile locales, structurées en Groupes de Plaidoyer (GP) dans chacune des 12 provinces. Tout au long des 5 ans du projet, elles ont bénéficié de formations sur plusieurs thématiques notamment : l'élaboration et la mise en œuvre de plan de plaidoyer, la conduite d'une activité de plaidoyer, l'analyse et le suivi budgétaire (BMET), la gouvernance locale et la communication, les essentiels en matière de nutrition, eau hygiène assainissement, production maraîchère dans un contexte de déplacements des populations du fait de l'insécurité entraînent la rareté des espaces cultivables, la rareté de la ressource l'eau (Culture hors sol, jardin de case), transformation et conservation des aliments locaux, approche multisectorielle pour la nutrition, approche Outcome Harvesting, productions d'évidence en journalisme mobile (MoJo), En plus des OSC, les Présidents des délégations spéciales (préfets Maires), les comptables des mairies, les agents des services publics déconcentrés, ont bénéficié de renforcement de capacités sur plusieurs thématiques.

Dans la perspective du retrait du projet les OSC ont bénéficié de formations spécifiques et selon les besoins de formation identifiés par les équipes de chaque région, Au centre-nord/des Koulsé, formation sur l'élaboration de concepts note et la gestion de projet a été réalisée en leur faveur, dans les régions de Gulmu, Sirba et Tapoa.

En plus, des formations formelles à travers la tenue d'ateliers de formation, l'équipe du projet a mis en œuvre en faveur des acteurs clés que sont les OSC, PDS, les comptables des mairies, les agents des services déconcentrés, des activités d'accompagnement, de coaching et de supervisions lors de la mise en œuvre des activités.

Cette stratégie a permis aux OSC de renforcer leur leadership, leur rôle et leur influence dans l'élaboration et la mise en œuvre d'actions visant à promouvoir les actions selon l'approche multisectorielle de la nutrition.

3. Animation des cadres de concertation

Le programme a soutenu le fonctionnement de cadres multisectoriels déjà existant aux niveaux régional, provincial et communal et réunissant périodiquement les services techniques déconcentrés, les autorités locales, les OSC et les communautés. Ces espaces ont favorisé la coordination des interventions, la planification concertée et la prise en compte des priorités communautaires dans les décisions locales. A travers ces instances, les OSC ont accès à un espace pour adresser leurs actions de plaidoyer.

4. Production et utilisation d'évidences :

La production de données et d'analyses solides par les OSC a constitué un levier essentiel pour appuyer les actions de plaidoyer. Cela s'est fait à travers l'analyse des politiques, des budgets et de la gouvernance sectorielle, l'utilisation des données existantes (enquêtes nutritionnelles SMART, profil nutritionnel des trois régions, la production de contenus MoJo et les leçons apprises de la mise en œuvre des activités antérieures pour réorienter les actions futures.

5. Organisation de sessions de plaidoyers budgétaires :

Grâce à l'outil BMET, les OSC, de concert avec les points focaux BMET (Comptables des mairies et acteurs des services techniques) ont pu produire des données probantes et les utiliser pour influencer les budgets communaux. Plusieurs communes ont ainsi intégré des lignes budgétaires dédiées à la nutrition, au WASH et à la sécurité alimentaire dans leurs plans annuels.

6. Appui aux campagnes de sensibilisation :

Le programme a mené des actions de communication sociale adaptées, allant des dialogues citoyens aux émissions radiophoniques interactives, en passant par les théâtres fora, afin de promouvoir de bonnes pratiques nutritionnelles, d'hygiène et de sécurité alimentaire auprès des populations hôtes et déplacées internes.

7. **Accompagnement technique des acteurs locaux :**

Right2Grow a fourni un appui ciblé aux autorités communales et aux services techniques pour améliorer la planification, l'allocation des ressources et la mise en œuvre des interventions multisectorielles en nutrition et WASH.

8. **Programmation adaptative :**

Face aux chocs sécuritaires et humanitaires, le programme a constamment ajusté ses activités. Certaines approches de proximité, comme les théâtres-fora, ont été remplacées par des radios interactives et des microprogrammes, permettant de maintenir le lien avec les communautés malgré l'inaccessibilité de certaines zones.

Ces stratégies intégrées ont permis de renforcer les capacités de résilience des communautés, de consolider la gouvernance locale et d'ancrer durablement la dimension multisectorielle de la nutrition, dans les pratiques des collectivités territoriales et au sein des services technique sectorielles.

1.5 Changements contextuels

La mise en œuvre du programme **Right2Grow (2021-2025)** a été profondément influencée par les dynamiques contextuelles du Burkina Faso de façon générale et celles des régions prises isolément.

Environnement politique

Depuis le **deuxième changement de régime** du 30 Septembre 2022 au Burkina Faso, il y a eu la dissolution de l'Assemblée nationale, des Conseils Régionaux et Municipaux et l'installation des organes de la transition (Conseil National de la Transition, Assemblée Nationale de la Transition et les Délégations Spéciales). Depuis cet événement, les nouvelles autorités du pays effectuent régulièrement des mutations de postes au niveau de certaines autorités administratives (Gouvernorat, Haut-Commissariat, Préfecture et les services techniques déconcentrés). Cette situation a entraîné la mobilité des autorités et a amené l'équipe de Right2Grow dans chacune des trois régions à organiser des sessions d'introduction auprès des nouvelles autorités quand le besoin s'est fait sentir.

Bien que le pays ait traversé **deux changements politiques** en 2022 et 2023 au niveau régional et communal, les OSC ont su maintenir une dynamique de dialogue et de plaidoyer avec les autorités, saisissant de nouvelles opportunités pour influencer les décisions locales.

Contexte sécuritaire

La **détérioration sécuritaire** a fortement marqué toute la période et dans les trois régions.

Entre 2021 et 2025, les régions des Koulés et de l'Est ont connu une recrudescence d'attaques armées entraînant des déplacements massifs de populations. En 2025, la région des Koulés comptait parmi les plus fortes concentrations de **personnes déplacées internes (PDI)** du pays, avec plusieurs centaines de milliers de déplacés installés principalement dans la province du Sandbontenga. Cette pression démographique a fragilisé davantage les services sociaux de base, aggravé l'insécurité alimentaire et restreint l'accès humanitaire dans de nombreuses communes. Face à ce contexte, Right2Grow a dû adapter ses interventions en se recentrant sur les zones accessibles et en renforçant l'action des acteurs locaux déjà implantés.

Dans certaines zones de la région du Nord Les défis sécuritaires préoccupants durant les premières années du projet ont amené les acteurs du programme à mettre en place des mesures d'atténuation. Mais depuis le début de 2025, une amélioration de la situation sécuritaire dans cette région a permis la réinstallation de plusieurs structures étatiques.

Contexte socio-économique

Sur le plan **socio-économique**, la flambée des prix des denrées alimentaires – amplifiée par la crise sécuritaire interne et les chocs internationaux (notamment la guerre en Ukraine) – a accentué la vulnérabilité des ménages déjà précarisés par les déplacements. L'inflation alimentaire, combinée à la faible disponibilité des produits locaux et à l'inaccessibilité des terres cultivables du fait de l'insécurité, ont fortement affecté la sécurité alimentaire et la nutrition des enfants et des femmes. L'inflation, conséquence de la guerre Russo-Ukrainienne, continue de détériorer les pouvoirs d'achats des ménages, ce qui augmente le nombre de personnes vulnérables, entraînant une insécurité alimentaire et nutritionnelle. Right2Grow a pris en compte les conséquences de cette inflation en intégrant des activités pour encourager l'autonomie des femmes et la mise en place des jardins nutritifs pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages.

Par ailleurs, les impacts du changement climatique ont continué d'impacter les trois régions avec des sécheresses récurrentes et des inondations ponctuelles. Ces aléas ont affecté la production agricole ainsi que l'accès à l'eau potable et de fait eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire.

Enfin, la pandémie de COVID-19, et ce jusqu'en 2022, a perturbé les services de santé et ralenti certaines activités communautaires.

Ces changements ont nécessité une programmation adaptative et une intensification du plaidoyer pour garantir la continuité des services essentiels en nutrition, WASH et sécurité alimentaire.

1.6 Gestion des risques et programmation adaptative

Lors de la phase de proposition/conception, voici les principaux risques qui ont été identifiés :

- Liés au contexte sécuritaire (niveau moyen)

Le contexte sécuritaire s'est détérioré empêchant la mise en œuvre des activités Jusqu'en fin septembre 2022 la situation sécuritaire s'était dégradée

La sécurité des personnels et des biens ne pouvait plus être garantie, en particulier en raison des attaques visant les travailleurs humanitaires et les acteurs externes.

La crise postélectorale de 2020, marquée par d'importants troubles sociaux, tels que des insurrections, a ralenti la mise en œuvre des activités.

- Liés au contexte sanitaire (niveau moyen)

Une épidémie de COVID-19 dans le pays ou dans les zones d'intervention aurait pu entraîner une perturbation des activités du programme et limiter la capacité à atteindre les communautés, en engendrant des difficultés d'accès, une indisponibilité des cibles en milieu communautaire.

- Liés aux partenaires (niveau faible)

Menace pour la réputation des membres du consortium (à l'échelle internationale) : association avec des forces armées ayant commis des exactions et violations des droits humains internationaux à de multiples reprises ; rupture des principes d'impartialité, neutralité et indépendance.

- Liés au Programme (niveau faible)

Risque de changement de Gouvernement pouvant conduire à d'autres orientations stratégiques,
Absence d'intérêt sur l'approche multisectorielle au sein du Gouvernement ou de la société civile,
Coordination insuffisante et faible capacité à obtenir de bons résultats en matière de santé/nutrition,
Manque de motivation des membres de la société civile pour le programme R2G en raison d'autres priorités comme la sécurité,
Fraude et corruption dans la mise en œuvre du projet.

Lors de la mise en œuvre du programme, nous avons été confrontés aux risques suivants :

Risques identifiés qui se sont également matérialisés	Impact sur le programme	Mesures d'atténuation prises et efficacité de ces mesures
Les défis sécuritaires dans certaines zones des régions	Limitation des actions dans certaines zones	Mise en place d'animateurs endogènes et animation dans les centres d'accueil des PDI (Personnes Déplacées Internes). Dans le Nord Mise en place d'une deuxième équipe du groupe de plaidoyer à Titao pour permettre de mettre en œuvre les activités. Cette approche a permis de maintenir une présence et de poursuivre les activités malgré les restrictions de mobilité.
Mobilité des autorités	À la suite du deuxième coup d'État du 30 septembre 2022, la dissolution des institutions élues et la mise en place d'organes de transition ont entraîné de	Le partenariat avec les autorités permet d'être informé sur leur mobilités. Des prises de contact sont faites régulièrement avec

	fréquents changements au sein des autorités administratives. Cette mobilité a entraîné des retards dans la réalisation des résultats du programme, car les nouveaux responsables devaient être régulièrement mobilisés et informés	les autorités avec des briefings pour susciter leur mobilisation et engagement.
L'Instabilité politique	Le changement de régime politique et de priorités des nouvelles autorités, le retard ou la non atteinte des résultats poursuivis par le programme	La nécessité de s'adapter à des structures de gouvernance changeantes en les mobilisant de nouveau pour leur faire épouser les objectifs de R2G et obtenir leur engagement

1.7 Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage

Le programme **Right2Grow** a mis en place un dispositif structuré de **suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL)**, conçu pour répondre aux défis contextuels évoqués plus haut. Ce système a assuré une orientation stratégique des interventions et permis une adaptation continue aux évolutions contextuelles.

Dès 2021, un cadre de résultats comportant indicateurs bailleur et ceux du pays a été élaboré puis révisé à l'issue de l'évaluation mi-parcours qui avait notifié une faiblesse dans la méthodologie de collecte et de traitement des données de suivi, en particulier concernant la prise en compte des valeurs de référence et la définition de certains indicateurs en occurrence ceux définis par le pays. En effet, pour plusieurs indicateurs, la définition était moins concise et sujette à des interprétations et pour certains, les valeurs de référence avaient été initialement fixées à zéro, ce qui ne reflétait pas la réalité de terrain et risquait de fausser l'appréciation des progrès réalisés. À la suite de cette observation, l'équipe projet a revu sa procédure de collecte et d'enregistrement des données, en intégrant les données manquantes et effectuant régulièrement le contrôle qualité des données au moment de leur saisie dans le système de suivi-évaluation.

Le dispositif de suivi-évaluation s'est appuyé sur trois jalons principaux : l'étude de référence en 2021, l'évaluation à mi-parcours en 2023 et l'évaluation finale en 2025.

Par ailleurs, des **rencontres trimestrielles avec les Groupes de Plaidoyer (GP)** ont constitué un mécanisme central de suivi participatif. Elles ont permis de présenter les avancées, d'identifier les contraintes opérationnelles et de convenir d'ajustements stratégiques en lien avec les priorités locales et régionales.

L'apprentissage a été au cœur de la mise en œuvre du programme au Burkina Faso.

Dès 2022, **six questions d'apprentissages** sur des sujets clés ont été définis par l'équipe projet, **documentées, partagées et utilisées** pour améliorer les pratiques. Cette stratégie visait à ancrer la réflexion critique, la documentation des apprentissages et la gestion adaptative dans les pratiques quotidiennes des partenaires. Dans ce cadre, l'équipe du Burkina a bénéficié d'une formation dispensée par le niveau global laquelle a permis aux participants d'avoir : (i) une meilleure compréhension de ce qu'est l'apprentissage et de son importance pour améliorer l'impact du programme, (ii) une meilleure compréhension du processus d'apprentissage dans Right2Grow et des rôles et responsabilités, (iii) adapter les pratiques de l'équipe en fonction des thématiques concernées par l'exercice d'apprentissage. Enfin, l'utilisation d'outils participatifs tels que la Récolte des Résultats (**Outcome Harvesting**) et le **BMET** a favorisé respectivement l'identification des changements induits grâce aux interventions de Right2Grow dans la région et un dialogue structuré entre OSC, autorités locales et communautés, renforçant ainsi la transparence, l'efficacité des actions et la durabilité des acquis.

En outre, des études et enquêtes thématiques ont été conduites et ont permis d'enrichir la réflexion stratégique. En effet il a été conduit avec l'appui d'équipe de consultants et/ou en interne, l'évaluation de l'approche multisectorielle de la nutrition l'analyse des barrières, l'élaboration des profils nutritionnels des régions d'interventions, l'étude sur Genre et dynamique des pouvoirs, l'étude sur la Gouvernance WASH, la Cartographie des acteurs et des intervenants en matière de nutrition, WASH et sécurité alimentaire, l'enquête sur efficacité de la stratégie d'accompagnement des

GP, la Recherche et production d'évidences sur les budgets/dépenses 2019, 2020 et 2021 des collectivités territoriales affectés à la nutrition, l'étude sur le financement de la nutrition par les PTF 2019-2022, l' Etude goulots d'étranglement de l'accès des femmes au crédit, l'Etude diagnostic des goulots d'étranglement en matière d'accès des plus vulnérables au stock national de sécurité alimentaire au Burkina Faso.

En dehors du dispositif classique MEAL et des activités y afférentes qui ont été conduites tout au long de la vie du projet, le programme Right2Grow, au cours du second semestre de 2025, a commandité et réalisée une étude de capitalisation. L'objectif principal de l'activité de capitalisation est de documenter les réalisations du projet « **Right2Grow** » afin de justifier la pertinence de l'approche plaidoyer communautaire et de permettre sa réplication à l'échelle et dans d'autres contextes socio-économiques. Cette activité de capitalisation a utilisé des méthodes d'évaluation et d'autoévaluation pour permettre à toutes les parties prenantes d'apprécier de manière objective les résultats obtenus, les facteurs de succès et d'échecs ainsi que les leçons apprises.

A la suite de revue documentaire la collecte des données sur le terrain a été faite au niveau des régions d'intervention que sont : La région du Goulmou à Fada N'gourma, la Région des Koulse à Kaya et la Région du Yaadga à Gourcy. Au niveau de chaque région, un atelier de trois jours a été organisé avec les membres des groupes de plaidoyer de différentes provinces. A la suite de cette phase un atelier avec l'équipe projet a été tenu. Ensuite une deuxième séance plus longue avec toute l'équipe a été organisée au retour de la collecte des données sur le terrain. Enfin un atelier de deux jours a été organisé avec toutes les parties prenantes du projet. Au cours de cet atelier, une présentation des résultats provisoires de la mission de capitalisation a été faite aux acteurs.

1.8 Partenariat et gouvernance

Au Burkina Faso Right2Grow a opté pour une complémentarité géographique mais aussi thématique avec un consortium composé d'Action Contre la Faim (ACF), The Hunger Project (THP), Centre for Economic Governance and Accountability in Africa (CEGAA) et Save the Children International (SCI) comme lead. Deux organisations locales du Burkina Faso sont associées à cette initiative comme partenaires de mise en œuvre. Il s'agit du Réseau des Organisations de la Société civile pour la Nutrition (RESONUT) et l'Association Monde Rural (AMR). Le programme s'est distingué par son approche de localisation, visant à transférer compétences et responsabilités aux acteurs locaux notamment les OSC du niveau 3 et à favoriser leur influence dans les espaces de décision dans les régions.

Au cours de l'année 5 du projet, aucun changement ne s'est opéré en termes de partenariat. Au niveau national, plusieurs instances de gouvernance ont été mis en place au niveau du pays pour assurer une bonne coordination entre les acteurs :

- **Une structure de gouvernance et opérationnelle** : Afin de garantir la réalisation de la vision de R2G, la bonne coordination des activités entre les différents membres du consortium et la prise en compte des points de vue des bénéficiaires dans la planification et la mise en œuvre des activités du projet, les éléments suivants ont été mis en place:
- **Un comité de pilotage** : ce comité est un organe mis en place dans le cadre du projet R2G. Il est l'organe de décision, de validation et de suivi des actions à mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs du projet. Il est composé de onze membres, y compris les directeurs pays des agences membres du Consortium, les cadres supérieurs des partenaires locaux et les chefs de projet.
- Afin de garantir la réalisation de la vision de R2G, la bonne coordination des activités entre les différents membres du consortium et la prise en compte des points de vue des bénéficiaires dans la planification et la mise en œuvre des activités du projet, les organes suivants ont été mis en place :

- **Un comité de coordination** : il s'agit de la structure de mise en œuvre des activités du projet. C'est l'organe d'examen et de planification du programme. Il est composé des différents chefs de projet au sein de chaque agence. Il se réunit au moins une fois par mois.
- **Un groupe de travail/thèmes** : MEAL, Communication et Plaidoyer ; ces groupes sont des cadres de réflexion sur des thèmes liés à MEAL, Plaidoyer/Communication et Finance.

La gouvernance au niveau régionale s'est traduite par l'**implication active des Groupes de Plaidoyer (GP)** qui ont progressivement acquis un rôle central dans la planification, le suivi budgétaire et la redevabilité sociale. Ces dynamiques ont favorisé un transfert réel de leadership vers les acteurs locaux que sont les GP et renforcé leur légitimité dans le dialogue avec les autorités communales et les services déconcentrés de l'Etat.

En outre, Right2Grow a appuyé la création et l'animation de **cadres de concertation tant au niveau sectoriel (santé nutrition) que multisectoriels** dans les trois régions, réunissant autorités locales, services techniques, OSC et communautés. Ces espaces ont permis d'harmoniser les interventions, de suivre les engagements des collectivités et de renforcer la synergie entre les réponses humanitaires et les initiatives de développement.

2 Résultats et principales réalisations

2.1 Mobilisation communautaire

Outcome 1 : Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.

Dans la région du nord les activités en lien avec la mobilisation communautaire se sont principalement déroulées durant les quatre premières années de la mise en œuvre du programme R2G. L'évaluation à mi-parcours réalisée en 2023 a montré un pourcentage satisfaisant des personnes enquêtées dans la communauté qui ont de bonnes connaissances en matière de Nutrition, WASH et Sécurité Alimentaire. Aussi la recommandation avait été faite de suspendre les activités entrant dans le cadre de ce résultat et de poursuivre avec les trois résultats restants. De ce fait, en 2025, il n'y a pas eu d'activités financées pour ce premier résultat. Les résultats positifs engrangés sont la résultante de toutes les actions menées par le partenaire de mise en œuvre AMR et les OSC membres des groupes de plaidoyer de la région du Nord. La stratégie utilisée a été la sensibilisation à travers le théâtre forum, des émissions radio, des causeries-débats, des causeries éducatives à l'aide des boîtes à images, des conférences publiques.

L'Association Monde Rural et les groupes de plaidoyer de la région du Nord sont parvenus à assurer la mobilisation communautaire dans le cadre du programme Right2Grow (R2G) et cela se ressent à travers une amélioration significative des connaissances, des compétences, des attitudes et aptitudes des communautés en matière de nutrition, WASH et Sécurité Alimentaire. Les OSC ont joué un rôle clé en renforçant les capacités locales, et en impliquant activement les communautés dans la mise en œuvre des initiatives de plaidoyer. Le financement ciblé a permis de déployer des interventions innovantes et durables pour améliorer les indicateurs nutritionnels, notamment en renforçant l'accès aux services essentiels et en sensibilisant les populations aux pratiques sanitaires et nutritionnelles. Les principales réalisations en matière de mobilisation communautaire ont entraîné les résultats suivants :

- Plus de **950 000** personnes durant la vie du projet dans la région du Nord touchées par les sensibilisations et informations: un changement de mentalité de ces communautés en exemple, en 2024 lors des activités de sensibilisation dans les communes de Arbollé, Gourcy, Yako et Kirsi les participants ont manifesté leur reconnaissance à Right2Grow pour les connaissances et aptitudes qu'elles ont obtenues et ont promis de continuer à adopter de meilleures pratiques en matière d'hygiène, d'alimentation et de gestion de l'eau au sein des ménages et des communautés. Ces changements de mentalité ont eu des répercussions notables au sein des populations à travers plusieurs réalisations concrètes mise en œuvre. On peut relever les suivantes :
 - La réhabilitation de huit (08) forages village et de 5 châteaux d'eau dans les centres urbains
 - La réalisation de diagnostic hydrogéologique
 - La collecte de fonds auprès des populations pour la réparation de la digue du barrage de Kelba dans la commune de Gourcy (plus de 250 000 f ont été collectés et des dons en nature)
 - L'octroi de bacs à ordures pour l'assainissement du cadre de vie
 - Prise d'engagement de 500 femmes pour l'amélioration de leurs activités génératrices de revenus (AGR) afin de contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel de leurs ménages
 - Accompagnement de 300 femmes au niveau des microfinances pour l'amélioration de leurs AGR
 - 300 femmes sont formées sur l'alimentation des Nourrissons et disent que les enfants ont une meilleure santé ;
- Les médias au niveau de la région ont accordé une attention particulière aux productions en lien avec la Nutrition, le WASH et la Sécurité Alimentaire : la Radio la Voix du Lorum a décidé d'octroyer à partir de février 2025 une heure par mois aux GP pour s'entretenir avec la population sur les thématiques en lien avec la Nutrition, le WASH et la Sécurité Alimentaire ;
- Les producteurs maraîchers de la province du Passoré ont pris des engagements et ont effectivement abandonné l'utilisation des produits non homologués afin de ne pas nuire à la santé des consommateurs car ils comprennent mieux les risques liés à l'utilisation de produits non homologués, notamment sur la santé, la sécurité et l'environnement. Ceci est la résultante des sessions de sensibilisations dont ils ont bénéficié de la part de AMR et les GP ;
- Après la formation qu'ils ont eu de la part des GP, 50 producteurs agricoles de la province du Zondoma ont adhéré à la production de culture vivrières avec l'engrais bio et la fumure organique ;

- Après l'atelier de plaidoyer pour la disponibilisation des semences améliorées au près des semenciers et des services déconcentrés, ceux-ci ont disponibilisé 220 tonnes de semences améliorées pour la région du Nord 'actuelle Yaadga ;
- La mise en place de cordon pierreux par plus de 100 femmes pour la culture vivrière dans le village de Danaoua ;
- Les communautés participent aux actions réalisées par les groupes de plaidoyer car elles comprennent mieux leurs droits en matière d'accès à une alimentation adéquate, à l'eau potable et à des infrastructures sanitaires.

Résultat OH :

Pour la première fois, un opérateur économique du Zondoma (secteur privé) a réhabilité deux forages pour une école et pour les communautés grâce aux actions du groupe de plaidoyer du Zondoma en 2022.

Le 20 décembre 2023, quinze (15) producteurs maraichers de la commune de Yako ont mis en œuvre la pratique agroécologique à travers l'utilisation de l'engrais bio et des bio répulsifs pour la première fois dans la production des légumes. Ce changement est le résultat de la sensibilisation faite par le groupe de plaidoyer de Passoré pour l'abandon de l'utilisation de l'engrais chimique.

Le Comité de Jumelage Olonne sur Mer a renouvelé ses engagements à poursuivre le don au CREN de 40 sachets de farine enrichie par mois durant toute l'année 2025. Cela a été possible suite aux plaidoyers fait par le groupe de plaidoyer du Zondoma auprès des acteurs du secteur privé pour leur implication en faveur de la nutrition.

En ce qui concerne la région des Koulsé/Centre nord sur la période 2021-2025, le programme **Right2Grow** a contribué à une transformation progressive mais tangible des dynamiques communautaires. Dans un contexte marqué par une insécurité persistante et un afflux de personnes déplacées internes (PDI), ces résultats constituent une avancée significative en matière de résilience.

Dès 2021, le programme a mis en place des **Groupes de Plaidoyer (GP)** regroupant des OSC locales, des leaders communautaires et des associations de jeunes et de femmes. Ces GP sont devenus des acteurs incontournables pour porter les préoccupations des communautés et orienter le plaidoyer en faveur de la nutrition et du WASH. Leur action a été renforcée par des formations sur la communication sociale, la nutrition-Wash, la multisectorialité de la nutrition, le suivi et analyse budgétaire, la « Récolte de Résultats » (Outcomes Harvesting), etc., ce qui leur a permis de concevoir et de mettre en œuvre efficacement leurs interventions.

Sur le plan de la **sensibilisation communautaire**, Right2Grow a combiné plusieurs approches adaptées au contexte sécuritaire. Lorsque l'organisation de grands rassemblements devenait impossible, des **émissions radiophoniques interactives** et des microprogrammes radio ont été privilégiés. Entre 2021 et 2025, plus de **4 478 316 personnes, dont 60 % de femmes**, ont été touchées par ces actions de communication grand public. Ces campagnes de communication ont permis de déconstruire des croyances limitantes sur l'alimentation des enfants en l'occurrence l'utilisation détournée des Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi (ATPE), de promouvoir l'allaitement maternel exclusif et d'encourager de meilleures pratiques de nutrition. L'adoption de bonnes pratiques en nutrition et Wash est un impact bien révélateur du programme Right2Grow. En effet, pour la première fois, 57 femmes de Kaya soit 81% des bénéficiaires de la formation sur la culture hors sol ont mis en place des jardins de case selon la technique de la culture hors sol dans leurs ménages suite à une formation réalisée par le Groupe de plaidoyer du Sanmantenga. Cela a permis aux ménages de diversifier les apports alimentaires de leurs enfants ; ce qui va contribuer à prévenir la malnutrition.

Les **cadres de concertation multi-acteurs** ont favorisé un dialogue direct entre autorités locales, services techniques déconcentrés, OSC et communautés. Ces espaces ont permis d'identifier des priorités communes, de planifier des actions et de suivre les engagements pris par les collectivités. À titre d'exemple, les sessions de redevabilité organisées dans le Sanmatenga et le Bam ont conduit à **l'implication de toutes les franges de la communauté dans les actions de prévention de la malnutrition** et à **l'intégration de propositions communautaires dans plusieurs plans communaux de développement**, confirmant l'efficacité du plaidoyer citoyen initié par les GP.

Pour la première fois à l'issue d'une action de plaidoyer sur la collecte des produits locaux pour la production de farine enrichie au profit des formations sanitaires, les populations des communes de Boulsa et de Dargo ont collecté et remis des produits locaux (Mil, Maïs, arachide, riz, huile, sel, sucre, poisson sec) aux formations sanitaires de Boulsa, et de Dargo pour la production de la farine enrichie au profit des enfants de 6 à 59 mois.

Un autre résultat marquant de cette dynamique a été enregistré en 2024, lorsque le **Directeur Régional de l'Eau et de l'Assainissement du Centre-Nord** a, pour la première fois, intégré officiellement les propositions d'un GP dans les priorités du cluster WASH régional qui suggérait des critères de sélection des villages bénéficiaires de point d'eau. Cette

reconnaissance illustre la crédibilité acquise par les acteurs communautaires et leur capacité à influencer les politiques locales.

Enfin, le **partenariat avec les radios communautaires et l'implication du secteur privé local** ont contribué à diversifier les canaux d'intervention et à mobiliser des ressources complémentaires. Ces collaborations ont renforcé l'ancrage du programme dans les dynamiques locales et ont permis d'optimiser l'utilisation des ressources. A ce titre, le club des journalistes et communicateurs en nutrition et sécurité alimentaire ont pris des engagements écrits en 2023 pour la première fois à contribuer activement à l'atteinte des objectifs de Right2Grow à travers la publication des contenus journalistiques.

Dans la région de l'Est la mobilisation communautaire a constitué le pilier central du programme Right2Grow. Les communautés ont été sensibilisées sur les bonnes pratiques en matière de nutrition, de la WASH et de la sécurité alimentaire. En effet, à travers des activités de sensibilisation, des formations et des dialogues citoyens, plus de 1 200 000 personnes ont été régulièrement touchées par des messages sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), le lavage des mains, la gestion de l'eau potable et l'assainissement. Les communautés ont adopté progressivement des comportements positifs : augmentation des pratiques d'allaitement exclusif, amélioration de l'hygiène domestique et meilleure utilisation des latrines.

La redevabilité sociale et le plaidoyer citoyen ont été des acquis majeurs résidant dans la facilitation des cadres de concertation et de dialogues citoyens. Ces cadres ont permis aux citoyens d'évaluer la qualité des services sociaux et de formuler des demandes en fonction de leurs besoins prioritaires. Par exemple, dans la province de la Tapoa, les communautés ont été approvisionnées en vivres, notamment en sel iodé grâce à une action conjointe des GP et des autorités locales. Les Groupes de Plaidoyer (GP) créés et animés dans l'ensemble des cinq provinces de la région de l'Est ont joué un rôle moteur dans la formulation des demandes des communautés (accès à l'eau potable, prise en charge des enfants malnutris), leur changement de mentalités et leur adoption de bonnes pratiques nutritionnelles. Ils ont conduit plusieurs actions de plaidoyer entre 2021 et 2025, allant de la sensibilisation communautaire aux interpellations formelles auprès des autorités locales et acteurs stratégiques. Leur engagement a conduit à l'inscription des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire, leur approvisionnement voire augmentation dans les budgets communaux de plusieurs localités.

Un accent particulier a été mis sur l'inclusion des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables. Les OSC de femmes, de jeunes, de personnes handicapées ont intégré les GP et ont certains assuré l'animation desdits GP. Les OSC de femmes, en tant que lead de GP ont mené des actions spécifiques de plaidoyer pour la résilience et l'autonomisation économique (notamment les activités génératrices de revenus). Les OSC de jeunes ont contribué à travers des initiatives de communication digitale et des radios locales, renforçant la portée des messages. Les déplacés internes ont été intégrés dans les dynamiques communautaires, réduisant les tensions avec les communautés hôtes.

Titre du résultat
<i>Pour la campagne de contre saison 2024, du 21 au 24 août, 25 Femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA) des ménages de la commune de Gayéri précédemment formées par le GP, ont pour la première fois formé à leur tour 175 FEFA qui ont produit et récolté est é dans leurs jardins de case et culture hors sols des légumes. Ce suivi est organisé par le GP de la Komondjari grâce à l'appui technique et financier du programme Right2Grow.</i>

Titre du résultat
<i>Depuis l'avènement de l'insécurité dans la commune de Diapaga, les populations éprouvent beaucoup de difficultés à accéder à des produits nécessaires à la diversification alimentaire. En fin septembre 2024 à la suite de séances de sensibilisation sur la diversification alimentaire au profit des FEFA organisées par le GP de Tapoa avec l'appui technique et financier du programme Right2Grow, les populations de la commune de Diapaga ont pour la première fois adopté de bonnes pratiques alimentaires. Elles ont créé et entretenu leurs propres jardins de case installés dans leurs familles pour une meilleure diversification alimentaire grâce à la disponibilité en tout temps et quasiment sans coût, de produits comme les légumes frais, la tomate fraîche, le piment frais, les aubergines, les choux, etc.</i>

En somme, la mobilisation communautaire a permis de transformer les communautés d'acteurs passifs en véritables agents de changement, capables de revendiquer leurs droits, d'adopter de bonnes pratiques et de collaborer avec les décideurs pour améliorer durablement les services de nutrition, de la WASH et de la sécurité alimentaire.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Base de référence Valeur de référence	Objectif 2025	Résultat 2025	Objectif 2021-2025	Résultat 2021-2025
R2G.OC.1.1	# Nombre d'actions dans lesquelles les communautés formulent des demandes de services améliorés	0	Total : 10 National : 01 Centre Nord : 03 Nord : 03 Est : 03	Total : 25 National : 01 Centre Nord : 05 Nord : 10 Est : 06	Total : 45 National : Centre Nord : 15 Nord : 15 Est : 15	Total : 115 National: 01 Centre Nord : 34 Nord : 50 Est : 30
R2G.OC.1.3	Proportion des actions de plaidoyer engagées par les OSC en collaboration avec les communautés	0%	50%	Moyenne : 92%	50%	Moyenne : 92% Centre Nord : 100% Nord : 75% Est : 100%
BF.OP.1.2	Nombre de personnes touchées par les actions de formation et de sensibilisation conduites par RIGHT2GROW et par les OSC	0	Total : 30 000 hommes : 10 000 femmes : 15 600 Enfants : 4 500	Total: 3 092 150 Hommes: 970 494 Femmes: 1 794 044 Enfants: 327 612	Total: 150 000 Hommes: 60 000 Femmes: 60 000 Enfants: 30 000	Total : 4 754 342 Hommes : 1 681 342 Femmes : 2 740 026 Enfants : 332 986
BF.OP.1.3	Nombre d'actions de sensibilisation menées par les OSC	0	Total: 24 Nutrition: 12 Wash: 09 Sécurité alimentaire : 03	Total: 07 Nutrition: 04 Wash: 02 Sécurité alimentaire : 01	Total: 228 Nutrition: 114 Wash: 57 Sécurité alimentaire: 57	Total: 201 Nutrition: 97 Wash: 64 Sécurité alimentaire : 40
BF.OP.2.1	Nombre d'actions (sensibilisations, formations, informations, émissions radiophoniques, etc.) de plaidoyers en faveur de la résilience des femmes	0	Total : 03 National : 0 Centre Nord : 01 Nord : 01 Est : 01	Total : 01 National : 0 Centre Nord : 00 Nord : 01 Est : 00	Total : 28 National : 4 Centre Nord : 8 Nord : 8 Est : 8	Total : 36 National : Centre-Nord : 07 Nord : 20 Est : 09
BF.OP.2.2	Nombre de personnes formées sur l'autonomisation des femmes vulnérables (accès au crédit, résilience des femmes, etc.)	0	20	00	Total : 1800 Hommes : 300 Femmes : 1500	Total : 610 Centre-Nord : 96 Est : 235 Nord : 279
R2G.OP.1.1	# Nombre d'OSC impliquées dans Right2Grow	0	06	06	06	06

2.2 Renforcer les organisations de la société civile

Outcome 2 : Des organisations de la société civile (OSC) représentatives et habilitées naviguent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur du leadership et de la bonne gouvernance afin de prévenir la sous-nutrition.

Les OSC locales regroupées en **Groupes de Plaidoyer (GP)** ont joué un rôle déterminant dans la promotion de bonnes pratiques de l'ensemble des acteurs locaux en ce qui concerne la redevabilité sociale, le suivi citoyen des engagements en matière de nutrition, WASH et sécurité alimentaire.

En 2025, les efforts d'accompagnement des GP se sont poursuivis pour d'une part maintenir la durabilité et pérennité des acquis engrangés jusque-là et d'autre part combler les gaps qui existaient pour les rendre plus autonomes à poursuivre leurs actions de plaidoyer. Les OSC ont en effet bénéficié d'un appui mieux structuré en fonction des résultats d'une évaluation interne portant sur l'efficacité des actions d'accompagnement conduites durant les 3 premières années par l'équipe MEAL. En effet les représentants des OSC ont bénéficié des formations sur plusieurs thématiques dont la facilitation: nutrition et Wash assurée par des personnes ressources désignées par la DN du Ministère de la santé, la DGEP et la DGAUE du Ministère de l'environnement, de l'eau potable de l'assainissement, élaboration et gestion de projet (facilitée par le conseiller technique santé nutrition de SCIBF), analyse et suivi budgétaire en faveur de la nutrition selon la méthodologie ouest africaine révisée par les staffs du projet notamment RESONUT. En plus ils ont bénéficié d'un accompagnement spécifique dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action de plaidoyer ; d'un suivi rapproché et un coaching adapté lors de l'exécution des activités de plaidoyer, de formation ; d'une dotation en matériels informatiques sans oublier l'appui structurel qui a été assuré par les équipes du consortium qui leur a permis de réaliser les démarches administratives pour la formalisation juridique des GP.

Dans la région du centre Nord/Koulsé, dès le démarrage, les OSC ont été identifiées et des Groupes de Plaidoyer (GP) mis en place et accompagnés pour constituer le relais principal des communautés. Ces structures, regroupant des OSC locales de troisième niveau, comprenant à la fois des associations de femmes et de jeunes, ainsi que de leaders communautaires, se sont affirmées comme des plateformes de dialogue et d'action citoyenne. Leur renforcement à travers des formations ciblées sur la nutrition-Wash, le plaidoyer, la multisectorialité, l'analyse et le suivi budgétaire participatif (BMET) associé à leur implication accrue dans les instances de redevabilité au niveau local leur a permis de crédibiliser leurs interventions et de créer un véritable lien entre les communautés et les décideurs locaux. Les OSC ont donc consolidé leur rôle de courroie de transmission entre les communautés et les décideurs, devenant ainsi des acteurs légitimes du plaidoyer multisectoriel en matière de nutrition, de WASH et de sécurité alimentaire.

Les instances de concertation multi-acteurs, réunissant services déconcentrés, autorités locales, OSC et communautés, autres partenaires ont joué un rôle déterminant dans l'alignement des priorités locales. Ces espaces d'échanges ont permis de mettre la question de la nutrition au centre des débats ; ce qui a abouti à l'intégration de lignes budgétaires spécifiques à la nutrition et au WASH dans plusieurs plans communaux de développement. Un exemple concret est celui du Sanmatenga, où en 2024 la commune de Boussouma a consacré pour la première fois, une ligne budgétaire à la nutrition, suite au plaidoyer organisé par le GP.

En 2025, la dynamique de renforcement des capacités des GP a été poursuivie en mettant l'accent sur les activités à fort impact pour la durabilité des acquis. Elle s'est traduite par la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités et d'appuis technique et financier dans la réalisation des activités de plaidoyer inscrites dans leur plan et de suivi des engagements pris jusque-là par les décideurs.

Ainsi, 36 participants issus des groupes de plaidoyer de l'Est, du Nord et du Centre Nord ont été formés sur les bonnes pratiques en matière de Nutrition et WASH, besoin exprimé par les OSC, suite à l'évaluation de l'efficacité de la stratégie d'accompagnement des Groupes de plaidoyer dans les 03 régions d'intervention.

Il y a eu également la réalisation de cinq ateliers de plaidoyers et une activité de suivi des réalisations des jardins de cases mis en place par les PDI et hôtes dans la région du Centre Nord.

En outre, un appui technique a été apporté aux membres des 03 Groupes de Plaidoyer du Centre-Nord et à 12 Comptables des communes pour conduire une auto-évaluation des activités d'analyse/suivi budgétaire (BMET) depuis le début du programme. Pour évaluer l'état de mise en œuvre des engagements pris lors des différentes activités de plaidoyer mises en œuvre depuis le début du programme, une activité réunissant les différentes parties (PDS, leaders religieux et coutumiers, opérateurs économiques, autres ONG). Cela a permis de connaître les engagements jusque-là tenus, de toucher du doigt les obstacles rencontrés mais également définir des actions à entreprendre dans le cadre d'une synergie entre acteurs pour plus d'efficacité.

Afin d'assurer la pérennité des acquis et la poursuite des actions de plaidoyer après la fin du programme, les OSC ont bénéficié d'une petite subvention du niveau global pour élaborer et valider une feuille de route en vue de la formalisation de leurs Groupes de plaidoyer ; ceci à travers l'élaboration de documents administratifs (Récépissé). Cette subvention a permis aux OSC d'acquérir du matériels informatique et bureautique (Ordinateurs, imprimantes, disques durs, clés USB) pour leur fonctionnement et leur autonomie.

Outre la consolidation de tous les résultats Outcome Harvesting (OH) collectés pendant la durée du projet avec l'ensemble des membres du consortium dans les 03 régions, toujours dans le cadre du résultat II, un processus de capitalisation des approches et interventions implémentées par Right2Grow a été conduit pour montrer la pertinence et l'efficacité de chaque intervention, tirer les enseignements et déterminer les modalités et conditions de réplcation et/ou de passage à l'échelle dans d'autres contextes socio-économiques et géographiques similaires. A terme, cela permettra de déterminer, pour chaque intervention qui fait l'objet de capitalisation, le type de supports et de canaux appropriés de diffusion des résultats/produits de la capitalisation ; d'identifier et recommander le type de supports et de canal qui sont les plus adaptés pour les différents destinataires et futurs utilisateurs ; d'élaborer les maquettes, scénarii, scripts, drafts des produits de la capitalisation en vue de leur reproduction et diffusion et enfin de dégager les bonnes pratiques, les leçons apprises, les enseignements et les conditions de réplcation.

Les principales réussites du programme se déclinent en trois dimensions :

- Progrès sur les indicateurs clés : La création d'espaces de dialogue et de participation pour les OSC, la multiplication des initiatives de plaidoyer au niveau local ;
- Redevabilité sociale : La mise en place d'un outil participatif tel que le BMET (analyse et suivi budgétaire), permettant de produire des données probantes locales et de renforcer la transparence entre communautés et autorités administratives ;
- Les GP de la région des Koulsé se sont imposés comme des acteurs incontournables du suivi des engagements locaux en matière de nutrition, WASH et sécurité alimentaire, plaidant avec succès pour l'amélioration de l'offre sanitaire, la diversification alimentaire, les bonnes pratiques en matière d'hygiène et l'augmentation des lignes budgétaires dédiées à la nutrition.
- Le leadership communautaire via les GP a démontré qu'une appropriation locale solide est indispensable pour influencer la mise en œuvre des politiques publiques au niveau décentralisé et garantir la durabilité. L'utilisation d'outils de redevabilité sociale comme le BMET a renforcé la légitimité des OSC et facilité la mobilisation de ressources locales.

Dans la région de l'Est (actuelles Sirba, Tapoa et Gulmu) le renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) a été placé au cœur de l'intervention. Dès 2021, le programme s'est fixé pour but de renforcer la capacité de la société civile à s'organiser, à exprimer leurs besoins et à dialoguer avec les autorités locales sur les enjeux de la nutrition, de la WASH et de la sécurité alimentaire. L'objectif était de doter les OSC locales des compétences et outils nécessaires pour jouer un rôle actif dans la gouvernance locale, influencer les décisions publiques et promouvoir la redevabilité en matière de nutrition, de WASH et de sécurité alimentaire.

De 2021 à 2025, 32 OSC locales constituées en 5 GP ont bénéficié de formations sur le genre, le plaidoyer, l'analyse et le suivi budgétaire, la gouvernance locale, la communication à travers les réseaux sociaux, le mobile journalisme (MoJo) et la redevabilité sociale. Ces sessions ont permis de développer leurs capacités techniques et organisationnelles, de professionnaliser leurs pratiques et d'améliorer la qualité de leurs interventions. Certaines de ces OSC sont devenues des références crédibles auprès des autorités locales et régionales. Par exemple....

Ils ont été mis en place et accompagnés par le programme pour conduire des actions de plaidoyer auprès des autorités locales et des services techniques. Grâce à ce dispositif, plus de 50 initiatives de plaidoyer ont été conduites avec succès, dont certaines ont abouti à des décisions concrètes, comme l'augmentation des budgets communaux pour la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire dans plusieurs collectivités de la région.

Malgré le contexte de rétrécissement de l'espace civique, les OSC ainsi que les capacités ont réussi à se positionner comme des interlocuteurs légitimes et crédibles auprès des autorités locales. Elles ont pris part à des sessions de planification et de revue budgétaire, passant d'une présence marginale en 2021 à plus de 90 % de participation effective en 2025. Cette évolution illustre leur montée en puissance dans la gouvernance locale.

En ce qui concerne l'inclusion et le leadership local, les GP ont intégré des femmes, des jeunes, des handicapés et des déplacés internes dans leurs structures dirigeantes. 40 % des postes de responsabilité dans les GP renforcées sont occupés par des femmes. Cette dynamique a contribué à amplifier les voix des groupes traditionnellement marginalisés dans l'espace public.

Un autre acquis majeur est le renforcement du plaidoyer budgétaire.

Avec l'appui du programme, les OSC de niveau 3 ont mené plusieurs analyses et suivis budgétaires participatifs et inclusifs, permettant d'identifier des écarts entre allocations prévues et dépenses effectives. Ces analyses ont servi de base pour faire un plaidoyer budgétaire ainsi que pour interpeller les élus locaux et orienter les arbitrages en faveur des services nutrition, de la WASH et de la sécurité alimentaire. Ce plaidoyer a permis de....

Outre le renforcement des capacités des OSC de niveau trois, les organisations partenaires que sont AMR et RESONUT ont bénéficié du programme de petites subventions mises à disposition par Right2Grow entre 2022 et 2024, qui visait à renforcer les capacités organisationnelles des OSC et assurer la pérennité organisationnelle au-delà de 2025. Les organisations partenaires telles que l'AMR et RESONUT ont également pu participer à plusieurs processus internationaux et s'engager dans des actions de plaidoyer international telles que Nutrition4Growth et le Forum mondial de l'eau.

Engagement du secteur privé local :

Par ailleurs, la mobilisation du secteur privé local a été initiée et s'est poursuivie en 2025 avec l'élaboration d'un plan d'actions pour l'amélioration de leur engagement en faveur de la nutrition. La mise en œuvre de ce plan se fera par les GP avec l'appui de la direction régionale du commerce. Aussi les GP ont prévu de poursuivre la mobilisation des hommes et femmes d'affaires pour financer la nutrition à travers la chambre de commerce (délégation consulaire de l'Est).

Notons de façon spécifique que des partenariats innovants ont été initiés avec des opérateurs privés, notamment des forgerons et artisans locaux pour l'entretien des pompes à eau, ainsi qu'avec des petites entreprises de distribution d'eau potable. Cette collaboration a permis de lever des obstacles liés à l'accès aux services WASH et d'initier des solutions locales durables.

Enoncés de résultats pertinents/clés

<i>Le 27 avril 2023, la délégation consulaire régionale de l'Est, constituée d'hommes et femmes d'affaires, a fait un don de matériels biomédicaux, de farines infantiles, de vivres et de vêtements au profit du centre de récupération et d'éducation nutritionnelle (CREN) du CHR de Fada N'Gourma. Cette action fait suite à un atelier de plaidoyer organisé et financé par le programme Right2Grow à l'endroit du secteur privé pour le financement de la nutrition dans la région.</i>

Du 21 au 23 mai 2024 à Fada N'gourma les OSC membres des groupes de plaidoyer ont pour la première fois produit des évidences grâce à l'analyse budgétaire des budgets des communes de la région de l'Est grâce à l'appui de Right2Grow.

Dans la région du Nord/ (actuelle Yaadga) les activités mises en œuvre en lien avec ce volet ont permis d'obtenir d'importants réalisations et changements durables.

- Les activités de renforcement des capacités des OSC membres des groupes de plaidoyer ont engrangé des résultats satisfaisants.

-

L'activité de renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) sur les bonnes pratiques nutritionnelles, couplée à la mise à disposition d'outils et matériels de sensibilisation, a permis d'obtenir des résultats significatifs dans la promotion de la nutrition au sein des communautés ciblées. Les formations ont renforcé les connaissances des OSC sur les pratiques nutritionnelles adaptées, notamment en matière de diversification alimentaire, d'alimentation des nourrissons et jeunes enfants, et de prévention des carences nutritionnelles.

En parallèle, la dotation en outils pédagogiques tels que les boîtes à images interactives adaptées au contexte local, a considérablement amélioré l'efficacité des activités de sensibilisation communautaire. Ces outils ont permis aux OSC de vulgariser les messages clés sur la nutrition de manière simple et accessible, favorisant une meilleure compréhension et adoption des bonnes pratiques nutritionnelles par les ménages.

Grâce à ces efforts, les OSC ont pu atteindre un large public, sensibilisant des milliers de ménages sur l'importance d'une alimentation équilibrée et d'une meilleure hygiène alimentaire. Ces actions ont également contribué à renforcer le rôle des OSC en tant qu'acteurs locaux incontournables dans la lutte contre la malnutrition et la promotion de la sécurité nutritionnelle.

Les formations et recyclages des OSC depuis 2021 leur ont permis par ailleurs d'être mieux outillés pour mener à bien leurs actions de plaidoyer. Nous pouvons retenir principalement les formations et recyclage sur l'analyse et le suivi budgétaire (BMET) et le Mobile Journalism (MoJo).

Le BMET est un outil de contrôle citoyen que les GP ont utilisé pour faire le suivi budgétaire et le suivi des dépenses des budgets alloués aux communes chaque année. Les GP suivent les cinq (5) étapes suivantes pour réaliser le BMET : la planification (définition des objectifs et la validation du plan de travail), la collecte des données, la validation des étapes, l'analyse des données, la finalisation et dissémination des résultats. Après chaque exercice d'analyse et suivi budgétaire, les GP ont organisé des ateliers de plaidoyer par province en s'appuyant sur les évidences collectées à partir du BMET pour interpellier les présidents des délégations spéciales des communes de la province sur les budgets alloués à la nutrition et la nécessité de les revoir à la hausse.

Un autre outil innovant utilisé a été le Mobile Journalism (MoJo) journalisme mobile. Cela consiste à utiliser un smartphone pour faire le tournage et le montage d'un reportage (photo et/ou vidéo). Cette technique assez simple à utiliser et qui permet une autonomie complète de l'utilisateur leur a été enseignée pour leur permettre d'appuyer leurs actions avec des images et pouvoir les diffuser rapidement. Ainsi, les GP ont utilisé le MoJo pour produire des photos ou des vidéos qui ont été projeté lors des ateliers de plaidoyer ou les sessions de sensibilisation afin de toucher la sensibilité des cibles des plaidoyers.

Les activations de plaidoyers menés par les GP ont produit des résultats concrets dont voici les principaux ci-dessous :

- **Un bon partenariat entre les autorités régionales et les groupes de plaidoyer s'est développé** : les groupes de plaidoyer ont réussi à créer un bon partenariat avec les autorités de la région du Nord. Nous constatons un grand engagement des autorités en charge de la santé, protection sociale, agriculture, promotion de la femme, WASH, éducation. Ce partenariat a été en plus profitable aux acteurs des services déconcentrés. En effet nous avons constaté que ceux-ci ont amélioré leurs connaissances sur l'approche multisectorielle et sur la nécessité que tous les secteurs de la multisectorielle travaillent ensemble pour relever les défis et améliorer la nutrition et la santé des populations. Aussi les collectivités comprennent l'importance de prévoir des budgets sur fonds propres pour la nutrition ;

- **La mise en application des engagements pris par les autorités de favoriser un accès des plus vulnérables au stock d'intrants nutritionnel et alimentaire** est un résultat obtenu lors d'un atelier de plaidoyer organisé par les groupes de plaidoyer avec à leurs côtés les communautés.
- **La disponibilisation de terres pour l'aménagement de jardins nutritifs, la production agricole ou maraichère** afin de permettre de diversifier l'alimentation au sein des ménages ou d'en retirer des revenus(**plus de quarante (40) hectares à trente (30) ménages PDI de la province du Zondoma** ; 7 ha de terres cultivables pour les ménages des déplacés interne installés dans la province du Passoré ; 2 hectares à Titao pour le maraichage ; **Cinq (5) hectares aux femmes de Bougounam dans la commune de Gourcy pour la mise en place d'un Jardin nutritif communautaire (Moringa)** ; 5 ha de jardin nutritifs dans la commune de Yako ; Mise en place de jardins nutritifs dans la commune du Yatenga ; Mise en place de 2 ha de jardin nutritifs dans le village de Tansalga dans le Lorum.
- L'augmentation des collectes des taxes fiscales
- Engagement pris par les autorités coutumières de faciliter l'accès sécurisé à la terre cultivable aux femmes de la province du Yatenga ;
- Augmentation des montants des fonds propres mobilisés dans la commune de Gourcy : de **4 867 510 FCFA à 6 417 565FCFA** grâce au plaidoyer mené par le GP en direction du secteur privé. Ces fonds propres des collectivités ont contribué à faire rehausser le budget sur fonds propres de la commune de Gourcy pour la nutrition qui est passé de **2% à 4 %** ;
- Augmentation de 0% à 8% les fonds propres de la commune de Sollé dans la province du Lorum pour la nutrition.

Par ailleurs, lors des plaidoyers, les GP ont obtenu du secteur privé et des autorités locale la prise d'engagement de la réalisation et de la réhabilitation de forages et de latrines dans le plan annuel d'investissement communal. Et ces engagements ont été mis en application donnant lieu aux réalisations suivantes :

- L'installation de sept (07) toilettes mobiles dans deux sites des personnes déplacées internes (PDI) à Ouahigouya ;
- La réhabilitation d'adduction d'eau potable simplifiée sur le site de **Ira** et à la ferme au secteur 10 de Ouahigouya ;
- La réalisation de 280 latrines semi finies à Ouattinoma, Saye, Bouri (province du Yatenga) ... ;
- La réalisation de 112 latrines sur les sites des personnes déplacées internes (PDI) à Ouahigouya ;
- La réhabilitation de 20 latrines hygiéniques scolaires dans la commune de Gourcy ;
- La réalisation de 10 forages au Centre d'Ecoute pour Jeunes, aux secteurs 5,13 et 4, aux sites PDI Gourga 1 et 2, lycée Yadéga, à Ouahigouya ;
- La réalisation de cinq (5) adduction d'eau potable simplifiées (AEPS) à Gondologo, Saye et Zimba dans la province du Yatenga ;
- La réhabilitation de 17 forages et La construction de 13 forages dans la province du Zondoma; ;
- La réhabilitation de 5 forages et la réalisation de 3 forages dans la province du Passoré
- Le GP Zondoma a pu collecter 3 000 000 FCFA et des vivres au cours de l'atelier de mobilisation de ressources auprès des ONG et du secteur privé pour le financement de leurs activités en faveur de la nutrition, la sécurité alimentaire, le WASH et la cohésion sociale. Ces résultats leur a permis de faire des dons à plus de 300 femmes veuves de la province du Zondoma. A cela s'ajoute 1 000 000 FCFA qui avait été collecté les années antérieures.

OH : Trente (30) ménage de Personnes Déplacées Internes (PDI) ont obtenu quarante (40) hectares pour produire des cultures vivrières afin de renforcer la sécurité alimentaire de leurs ménages durant la saison agricole 2024-2025 grâce au plaidoyer mené par le groupe de plaidoyer le 20/6/2024 pour un ménage de PDI, un champ de culture dans la salle de la mairie de Gourcy.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateurs le cas échéant)	Base de référence Valeur de référence	Objectif 2025	Résultat 2025	Objectif 2021-2025	Résultat 2021-2025
R2G.OC.2.1 (SCS 3)	Nombre de fois où les OSC réussissent à créer un espace pour leurs revendications et leurs positions en établissant un agenda, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager. (6 ONG)	0	01	03	Niveau national : 15	Niveau national : 11
	Nombre de fois où les OSC réussissent à créer un espace pour leurs revendications et leurs positions en établissant un agenda, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager. (OSC)	0	20	24	Niveau sous- national : 100	Niveau sous-national : 115
R2G.OC.2.2 (SCS 4)	SCS041: # Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constitutions au niveau national	0	05	01	Niveau national : 25	Niveau national : 19
	SCS042: # Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constitutions au niveau sous-national	0	24	20	Niveau sous- national : 120	Niveau sous-national : 109
BF.OP.3.1	Proportion des actions de plaidoyer engagées par les OSC en collaboration avec les communautés	0%	50%	Moyenne : 92%	50%	Moyenne : 92% Centre Nord : 100% Nord : 75% Est : 100%
BF.OP.4.1	Nombre d'actions de plaidoyer budgétaire menées par les OSC et partenaires de Right2Grow	0	Total : 12 Centre Nord : 03 Nord : 04 Est : 05	Total : 09 International : 01 Centre Nord : 01 Nord : 01 Est : 06	Total : 64 Centre Nord : 20 Nord : 24 Est : 20	Total : 47 Centre Nord : 16 Nord : 12 Est : 19
BF.OP.4.3	Proportion des 'OSC qui font le suivi budgétaire	0	Centre Nord : 100% Nord : 100% Est : 100%	Centre Nord : 100% Nord : 100% Est : 100%	Centre Nord : 100% Nord : 100% Est : 100%	Centre Nord : 100% Nord : 100% Est : 100%
BF.OP.3.1	Niveau de participation des OSC dans les sessions de planification et revue budgétaire	6,7%	Moyen : 50%	Moyenne : 85%	Moyen : 50%	Moyenne : 85%

NB: les indicateurs ci-dessous n'ont pas pu atteindre les cibles fixées pour les 5 ans du projet au regard des raisons suivantes :

- R2G.OC.2.1 (SCS 3) la cible prévue pour la durée du projet n'a pas été atteinte parce que les 6 ONG ont plutôt mis l'accent en année 5 sur les activités de consolidation et de capitalisation. Ce qui n'a pas permis de réaliser les actions pour atteindre la cible prévue.
- R2G.OC.2.2 (SCS 4) :
 - o SCS041: Compte tenu de la limite du budget les deux OSC de niveau 2 n'ont pas eu assez de ressources pour réaliser des activités de plaidoyer au niveau national. Ce qui justifie le non atteint de la cible prévue.
 - o SCS042 : En année 2025 eu égard au calendrier de mise en œuvre qui prévoyait l'arrêt des activités terrain en juin les OSC n'ont pas pu réaliser le nombre d'activités de plaidoyer escompté.

2.3 Approche multisectorielle

Outcome 3 : Adoption et intégration d'une approche multisectorielle pour lutter contre la sous-nutrition.

Au début du programme Right2Grow, le Burkina Faso venait de se doter d'une Politique Nationale Multisectorielle de la Nutrition (2020-2029) assortie d'un plan stratégique couvrant la période 2020 - 2024. Cette politique a pour vision de garantir à l'horizon 2029 un meilleur état nutritionnel et un bien-être social et économique à tous les habitants du Burkina Faso pour un développement durable du pays. La mise en œuvre de Right2Grow de 2021 à 2025 a permis de vulgariser les documents de politique et plan stratégique quinquennal au sein des acteurs concernés par la multisectorialité de la nutrition.

Au niveau national le programme a soutenu l'**opérationnalisation de la Politique Nationale Multisectorielle de Nutrition (PNMN)** au niveau national et régional. Durant la période 2021-2025, Right2Grow s'est illustré comme un partenaire technique de premier plan pour le Secrétariat Technique en charge de la Multisectorialité pour la Nutrition. A ce titre, le programme a financé la réalisation d'un certain nombre d'activités incluses dans le plan multisectoriel : formation sur la gestion axée sur les résultats au profit des acteurs sectoriels de la multisectorialité des trois (03) régions d'intervention ; élaboration du plan multisectoriel 2026-2030 ; élaboration et validation du plan de communication pour la multisectorialité de la nutrition ; contribution à l'élaboration du manuel de procédures techniques du STNut, contribution à la validation du Plan National de Réponse aux Urgences de Sécurité Sanitaire des Aliments (PNRUSSA), contribution à l'élaboration et la diffusion dans toutes les régions du Burkina de microprogrammes radio sur l'utilisation appropriée des ATPE. Outre ces activités, le programme a contribué à la mobilisation d'alliances avec des partenariats stratégiques comme le REPASEN pour le plaidoyer budgétaire central et avec des clubs de journalistes pour amplifier les messages nutritionnels. Right2Grow a favorisé la formation des parlementaires sur la nutrition et suscité leur accompagnement pour porter les actions de plaidoyer d'envergure nationale au niveau de l'Assemblée Législative de la Transition (ALT).

Grâce aux actions entreprises au niveau national par le consortium avec d'autres partenaires comme le Secrétariat technique chargé de la multisectorialité pour la nutrition (STNut), UNICEF, GIZ, et celles entreprise au niveau de la région du Nord par THP-BF, AMR et les GP, il y a eu :

- Signature d'engagements par les collectivités territoriales pour une meilleure budgétisation sensible à la nutrition ;
- Augmentation des budgets sensibles à la nutrition dans plusieurs communes : dans les trois régions de Right2Grow il est observé **une hausse de 56.11%** de financement en faveur de la nutrition à partir des fonds propres des collectivités ;
- Intégration de la nutrition dans la Circulaire budgétaire incitant à une budgétisation sensible à la nutrition au niveau des Ministères et des collectivités territoriales ;
- Amélioration du budget national pour la nutrition : en 2021, le budget était à **1,7 %**, et en 2023 à **2,02 %**. Le nouvel engagement est de porter le budget national de la nutrition à **5 % d'ici 2028**.

Dans la région des Koulés Right2Grow a contribué à renforcer l'adoption d'une **approche multisectorielle** dans la lutte contre la sous-nutrition dans la région des **Koulés**. Cette approche a reposé sur l'articulation entre santé, agriculture, WASH, protection sociale et gouvernance locale, conformément à la théorie du changement.

Après le lancement, Right2Grow a d'abord formé les acteurs des services techniques déconcentrés et les OSC partenaires sur l'approche multisectorielle et a ensuite vulgarisé cette approche avec le partage du résumé de la Politique Nationale Multisectorielle de la Nutrition traduite en trois langues nationales (Mooré, Fulfuldé et Gurmatchéma). Le programme a aussi appuyé la tenue des **cadres de concertation multisectoriels** au niveau communal, provincial et régional. La formation sur le guide d'intégration de la nutrition à l'endroit des Secrétaires Généraux (SG) de mairies, des comptables, des représentants des services techniques et des OSC partenaires, a facilité l'intégration de la nutrition dans les **plans communaux de développement**. A titre d'exemple, le 6 Décembre 2024, un cadre de concertation conjoint financé avec l'appui de Right2Grow et UNICEF organisé à la mairie de Boulssa par le groupe de plaidoyer du Namentenga en faveur de la budgétisation de la nutrition dans les Plans Annuels d'Investissements des

Communes (PAIC) couvertes du Namentenga a permis la prise d'engagements écrits par les Présidents des Délégations Spéciales (PDS) des communes de Boulsa, Dargo et Zeguedeguin à accroître le financement de la nutrition dans le cadre de leurs investissements annuels.

Parallèlement, les sessions de **redevabilité sociale** ont permis de présenter les résultats du suivi budgétaire participatif (**BMET**), d'assurer le suivi des engagements et de renforcer la transparence des collectivités. L'implication active des OSC locales, notamment de niveau 3, a consolidé la légitimité des communautés dans le dialogue politique et la gestion des ressources.

Au niveau régional, Right2Grow a accompagné les autorités pour la tenue de plusieurs cadres de concertation tant au niveau provincial que communal lesquels ont réunis plusieurs acteurs engagés dans la multisectorialité de la nutrition : autorités locales, services techniques déconcentrés, collectivités, leaders d'opinions, partenaires et communautés.

En résumé, le programme Right2Grow a permis des avancées significatives dans la gouvernance nutritionnelle, la coordination multisectorielle et l'institutionnalisation du dialogue entre l'État, les OSC et les acteurs techniques sectoriels. En renforçant les capacités locales, en favorisant le dialogue intersectoriel et une meilleure coordination entre les acteurs, Right2Grow a contribué à ce que la nutrition soit planifiée, budgétisée et mise en œuvre de manière intégrée par les collectivités et les services déconcentrés. L'approche multisectorielle n'est plus une théorie, mais une pratique intégrée dans la gouvernance locale, renforçant la durabilité des réponses à la malnutrition dans les Koulés.

Au niveau de la région du Nord des avancées significatives ont été aussi obtenues.

*Right2Grow a facilité la tenue des cadres de concertations au niveau des communes, des provinces et de la région ce qui a donné l'opportunité d'avoir des échanges entre les parties prenantes et acteurs sur l'opérationnalisation de l'approche multisectorielle. Les cadres de concertation décentralisée sont des structures consultatives regroupant les acteurs de développement, de l'humanitaire, et la paix qui a pour vocation d'être des espaces de dialogue entre les acteurs décentralisés en vue de la recherche d'une synergie d'actions et d'harmonisation des interventions pour un impact plus grand sur le développement des collectivités territoriales. Lors des ateliers organisés, les différents services déconcentrés des secteurs sensibles à la nutrition ont pu se retrouver dans un même cadre pour améliorer leurs connaissances sur l'approche multisectorielle et également échanger sur les difficultés et défis liés à sa mise en œuvre et proposer des pistes de solutions. Right2Grow en appuyant ou suscitant des cadres de concertation a permis aux différents acteurs de passer en revue les questions de la nutrition et des domaines spécifiques et sensibles (santé, protection sociale, agriculture, promotion de la femme, WASH, éducation).

* Pour réaliser les sessions d'analyse et de suivi budgétaire, les GP avaient besoin des documents budgétaires. Le budget est un document unique dans lequel est prévu et autorisé l'ensemble des recettes et des dépenses de la collectivité territoriale pour une année financière. Pour faciliter les analyses budgétaires et la disponibilité des documents budgétaires, il a été décidé de désigner dans les collectivités territoriales, les comptables comme **points focaux BMET**. C'est-à-dire que pour chaque analyse, ils seront conviés, afin de travailler en synergie avec les GP. Une collaboration s'est créée entre eux et les GP, ce qui a facilité les exercices d'analyse budgétaire. Ces points focaux ainsi que les Présidents des délégations spéciales des communes, les Directeurs régionaux de l'éducation, Action humanitaire, Santé ont bénéficié de la formation sur la multisectorialité de la nutrition, l'analyse et le suivi budgétaire (BMET). Ce qui leur a permis d'appuyer les GP dans la collecte des documents budgétaires, l'identification des lignes spécifiques, sensibles et favorables (les investissements) à la nutrition. Ils ont aussi compris la nécessité de travailler à allouer plus de budget à la nutrition.

Le changement est perceptible au niveau des acteurs de la multisectorielle avec une amélioration du niveau de financement à la nutrition par les collectivités, l'Etat et les partenaires techniques et financiers. Right2Grow a travaillé à amener les décideurs dans la région à un changement d'approche à travers le plaidoyer pour l'inscription, l'approvisionnement voire l'augmentation et l'exécution des lignes budgétaires pro nutrition. Pour favoriser une mise en œuvre effective des engagements pris par les décideurs ciblés par l'action de plaidoyer, les OSC ont mené des activités de suivi et rappels à travers des rencontres B2B, des rencontres dans les cadres de concertation, des ateliers de bilan de mise en application des engagements et décisions qui se sont dégagées lors de la rencontre de plaidoyer, etc.

Dans la région de l'Est, entre 2021 et 2025, Right2Grow a appuyé la redynamisation de 12 cadres de concertation multisectoriels aux niveaux communal, provincial et régional. Ces espaces réunissaient autorités locales, services techniques déconcentrés de l'État, l'action sociale, les organisations t dans l'humanitaire, les OSC, les leaders communautaires et les partenaires techniques. Ces cadres de concertation ont permis de planifier, coordonner et suivre les actions liées à la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire. Par exemple, dans la province du Gourma et plus précisément dans la commune de Fada N'Gourma, un cadre de concertation sur la gestion des déchets solides a débouché sur l'adoption d'un plan d'actions concerté pour améliorer la gestion des déchets solides dans la ville.

En ce qui concerne l'intégration de la nutrition dans les politiques et plans locaux, Right2Grow a accompagné plus de 12 collectivités territoriales de la région de l'Est dans l'intégration explicite de la nutrition, de la WASH et de la sécurité alimentaire dans leurs Plans communaux de développement (PCD). Cette démarche a favorisé la traduction des engagements politiques en actions concrètes et budgétées. Dans certaines communes, les lignes budgétaires consacrées à la nutrition ont doublé entre 2021 et 2025.

Les cadres multisectoriels ont été complétés par des ateliers de restitution BMET en vue de promouvoir la pratique de la redevabilité sociale permettant aux communautés et OSC de suivre la qualité et l'accessibilité des services.

Au niveau régional, Right2Grow a contribué à l'opérationnalisation de la PNMN. Les OSC renforcées par le programme ont été encouragées à participer activement aux réunions de suivi de la politique, apportant des données issues du terrain et plaidant pour des actions adaptées aux réalités locales.

Le programme a produit divers supports de communication (émissions radios, films documentaires, articles de presse, notes de plaidoyer) pour sensibiliser le public et influencer les décideurs sur l'importance d'une approche intégrée. Ces actions ont permis de toucher un large public, y compris dans les zones reculées.

L'approche multisectorielle promue par Right2Grow a permis de créer des synergies durables entre les secteurs, d'améliorer la coordination des interventions et de renforcer la redevabilité des autorités locales. En intégrant la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire dans les politiques, plans et budgets communaux, le programme a contribué à la promotion de la lutte contre la malnutrition au sein des collectivités et en garantissant une plus grande durabilité des acquis.

Le tableau suivant présente les résultats concrets obtenus sur la période de cinq ans (2021-2025) en mettant en évidence les principales réalisations pour 2025 de l'outcome 3.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateur le cas échéant)	Base de référence Valeur de référence	Objectif 2025	Résultat 2025	Objectif 2021-2025	Résultat 2021-2025
R2G.OC.3.1 (SCS 1)	SCS012 : # Nombre de politiques gouvernementales en faveur du développement durable et inclusif mieux mises en œuvre grâce à l'engagement des OSC.	01	01	01	01	01
BF.OP.5.1	Nombre de cadres de concertation appuyés par R2G	00	Total : 08 Centre Nord : 2 Nord : 3 Est : 3	Total : 09 Centre Nord : 02 Nord : 06 Est : 03	Total : 15 Centre Nord: 5 Nord: 5 Est: 5	Total : 29 Centre Nord: 09 Nord: 13 Est: 17
BF.OP.5.2	Pourcentage des OSC qui participent aux cadres de concertation	10%	100%	100%	100%	100%
BF.OP.6.1	Nombre d'actions de la Plateforme Nationale d'Information sur la Nutrition (PNIN) soutenues par R2G	00	02	01	Cible : 05	07
BF.OP.6.2	Nombre de supports (films documentaires, articles) produits sur les thématiques en lien avec la nutrition, le Wash et la sécurité alimentaires	00	Total : 30 Nord : 10 Centre-Nord : 10 Est : 10	Total : 38 Nord : 12 Centre-Nord : 18 Est : 08	Cible : 45 Nord : 5 Centre-Nord : 25 Est : 15	Total : 76 Nord : 16 Centre-Nord : 36 Est : 24

2.4 Mobiliser les acteurs du développement international

Outcome 4 : Les donateurs et les acteurs du développement international coordonnent et collaborent le long du lien entre l'humanitaire et le développement pour s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la sous-nutrition.

Au niveau national le projet a pris part à des initiatives structurantes telles que les foras et journées scientifiques sur la nutrition impliquant à la fois acteurs humanitaires, partenaires de développement, acteurs privés, universitaires et partenaires techniques et financiers ont consolidé la coopération intersectorielle et la convergence des interventions et permis des discussions stratégiques pour promouvoir les bonnes pratiques nutritionnelles.

Dans la région des **Koulsé** le programme **Right2Grow** a joué un rôle moteur dans le renforcement de la **coordination entre les donateurs, les acteurs humanitaires et les partenaires du développement** pour s'attaquer aux causes profondes de la sous-nutrition. De plus, au niveau régional, la participation des Groupes de Plaidoyer (GP) aux réunions de clusters sectoriels et aux sessions de coordination humanitaire (OCHA), ainsi que la formation des acteurs au Triple Nexus, ont contribué à renforcer les capacités de dialogue et d'intégration entre humanitaire, développement et paix. Ces avancées ont permis de renforcer la légitimité et la reconnaissance des OSC partenaires auprès des bailleurs, tout en positionnant Right2Grow comme un acteur important dans la mise en œuvre de l'approche multisectorielle. A titre d'exemple, la pose de la première pierre le 27 février 2023 pour la construction du premier centre de traitement de déchets plastiques à Kongoussi financé par l'Union Européenne, est la résultante d'une bonne collaboration entre les autorités communales, les OSC et les bailleurs.

En 2025, outre la participation active de Right2Grow aux trois foras internationaux à Paris, Addis-Abeba et Dakar sur la nutrition et les systèmes alimentaires impliquant à la fois partenaires techniques et financiers, agences des Nations-Unies, acteurs humanitaires et de développement, le programme a appuyé financièrement la tenue de deux (02) cadres de concertation multi-acteurs au niveau national. Ces deux cadres avaient réuni aussi bien les acteurs humanitaires, que les acteurs en développement que ceux du privé pour réfléchir sur les causes structurelles de la sous-nutrition et proposer des actions contribuant à en réduire la prévalence.

En résumé, conformément à la théorie du changement, à travers les participations du projet aux activités et cadres de concertation en lien avec l'approche HDP a contribué à éliminer les silos entre réponses humanitaires et actions de développement.

La région de l'Est affectée par les déplacements massifs de populations et la dégradation de la sécurité, a vu se multiplier les interventions humanitaires, souvent menées en parallèle des programmes de développement. Dans ce contexte, Right2Grow a joué un rôle stratégique en facilitant la convergence des approches humanitaires et développement, afin de mieux répondre aux déterminants structurels de la malnutrition. En effet, le programme a contribué à l'amélioration du dialogue entre les acteurs humanitaires, les OSC locales et les acteurs de développement des collectivités territoriales. Des cadres de concertation mixtes ont été redynamisés dans plusieurs communes réunissant des acteurs humanitaires actifs dans la sécurité alimentaire, la WASH et la nutrition. Ces espaces ont permis de mieux harmoniser les interventions, d'éviter les doublons et de renforcer les synergies.

Right2Grow a facilité la participation des OSC locales de l'Est à des fora d'échanges sur la nutrition, le WASH et la sécurité alimentaire. Cela comprenait la facilitation de leur participation aux processus régionaux et internationaux (Nutrition4Growth, Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, Forum mondial de l'eau), aux conférences et autres forums, afin de faire entendre la voix des OSC locales sur la scène internationale. Cette ouverture a permis d'une part d'amplifier les voix des communautés affectées par la crise et de porter leurs préoccupations ; et d'autre part de partager leurs expériences de plaidoyer budgétaire local.

En somme, le programme a réussi à rapprocher des acteurs souvent cloisonnés – humanitaires, développeurs, OSC locales et bailleurs – autour d'un objectif commun : la lutte contre la malnutrition. En favorisant le dialogue, en promouvant une vision intégrée, le programme a contribué à renforcer la cohérence et la durabilité des interventions dans la région de l'Est. Cette dynamique constitue un acquis majeur pour la continuité des actions au-delà de 2025. Toutefois, les actions du programme dans ce résultat n'ont pas pu aller jusqu'au plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour une meilleure intégration de la nutrition, de la WASH et de la sécurité alimentaire dans le nexus humanitaire-développement.

A l'instar des régions du centre-nord et celle de l'Est, les acteurs du programme Right2Grow intervenant au Nord/YAADGA ont régulièrement appuyé la tenue des rencontres des cadres de concertation multi acteurs au niveau régional, provincial et communal.

En 2023, THP-BF et AMR ont apporté un appui à la tenue de rencontre d'un cadre de concertation multi acteurs et ont saisi l'occasion pour jeter les bases du Triple Nexus en appelant les participants à une synergie d'action, afin d'améliorer les indicateurs en matière de nutrition.

Le constat était que :

- Il y a de faible concertation et synergies d'action entre HDP et les acteurs étatiques ;
- L'approche du triple nexus est faiblement maîtrisée par les acteurs ;
- Il y a une Insuffisance et une rigidité des financements ;
- Le Nexus n'est pas pris en compte dans la formulation des projets ;
- Il existe une Insuffisance au niveau du mécanisme et de textes de l'Etat central pour la promotion du Triple Nexus ;

En 2024, THB-BF et AMR à travers l'atelier de formation sur le Triple Nexus et le cadre de concertation multi acteurs de la région du Nord, ont offert des cadres de réflexion aux acteurs de l'Humanitaire, du Développement et de la Paix, afin d'améliorer de façon durable la nutrition dans la région du Nord. Cette formation a permis à plus d'un de comprendre le concept du Triple Nexus et l'importance de la synergie d'action afin de venir à bout de la malnutrition.

Après avoir réussi à susciter l'intérêt des acteurs sur le Triple Nexus, THP-BF et AMR sont parvenu à ce que les acteurs se retrouvent pour élaborer en 2025 le premier draft du plan d'action d'opérationnalisation du Triple Nexus pour la région du Nord sous le leadership de la Direction Régionale de l'Economie et de la Planification, OCHA, PNUD, la Direction Régionale de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale.

Etant en fin de programme, THP-BF et AMR ont réussi à ce qu'un des acteurs à savoir le PNUD prenne le lead pour coordonner les travaux de finalisation du Plan d'action et son opérationnalisation. Ce plan d'action une fois finalisée sera présenté à M. le Gouverneur de la région du Nord (actuel région de Yaadga) pour sa mise en œuvre. Les travaux de la Task Force dont THP-BF et AMR sont membres, se poursuivent sous le leadership du PNUD.

OH : pour la première fois en juin 2025, les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix de la région du Nord ont pu élaborer un plan d'opérationnalisation du Triple Nexus pour la région grâce à Right2Grow.
--

Le tableau suivant présente les résultats probants de l'outcome 4 obtenus sur la période de cinq ans (2021-2025) en mettant en évidence les principales réalisations pour 2025.

Code	Indicateur (ventilé par sous-indicateurs le cas échéant)	Base de référence Valeur de référence	Objectif 2025	Résultat 2025	Objectif 2021-2025	Résultat 2021-2025
BF.OP.7.1	Nombre d'actions de plaidoyer en faveur de la synergie d'actions entre acteurs de développement et de l'humanitaire	0	Niveau International : 01	Niveau international : 03	Total : 06 Nord : 2 Centre-Nord : 2 Est : 2	Total : 05 National : 02 International : 03
BF.OP.7.2	Nombre de cadres de concertation impliquant à la fois les acteurs de développement que ceux de l'humanitaire	0	Total : 03 Nord : 01 Centre-Nord : 01 Est : 01	Total : 14 Nord : 06 Centre-Nord : 02 Est : 06	Total : 06 Nord : 2 Centre-Nord : 2 Est : 2	Total : 25 National : 01 Nord : 07 Centre-Nord : 06 Est : 11

2.5 Genre, jeunesse et inclusion

Dans le but de renforcer l'intégration des dimensions genre, jeunesse et inclusion, une étude sur le genre et les dynamiques de pouvoir a été diligentée par le programme dès le démarrage afin de mieux comprendre les inégalités structurelles entre les hommes et les femmes et d'orienter la stratégie d'intervention la mise en œuvre appropriée. On a pu se rendre compte que, bien que les résultats de l'enquête indiquent qu'une majorité relative (58,1%) des répondants pensent que les hommes et les femmes ont les mêmes droits, il reste une part non négligeable (41,9%) des personnes enquêtées qui pensent le contraire.

Outre l'étude sur le genre et les dynamiques de pouvoir conduite, une cartographie des organisations de la société civile a été réalisée dans le but d'identifier et d'intégrer des OSC de femmes, de jeunes et de personnes vivant avec un handicap dans les Groupes de Plaidoyer (GP) et dans les cadres de concertation locaux. Ces OSC ont reçu un appui spécifique en renforcement de capacités afin de renforcer leur voix et leur légitimité dans le dialogue politique.

Dans les interventions de la région de l'Est (Sirba, Tapoa, Gulmu) l'intégration du genre, de la jeunesse et de l'inclusion a constitué un axe transversal du programme Right2Grow. L'approche a visé à garantir que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les populations marginalisées participent pleinement aux processus de gouvernance, de plaidoyer et de changement social.

En effet, Right2Grow dans la région de l'Est a favorisé la participation active des femmes au sein des Groupes de Plaidoyer (GP). Entre 2021 et 2023, la représentation féminine à la tête des groupes de plaidoyer a connu une progression remarquable, passant de 0 % à 60 %, et cette dynamique d'implication active des femmes dirigeantes s'est maintenue jusqu'en 2025. Ces femmes leaders ont mené des actions de plaidoyer spécifiques pour la résilience économique et l'amélioration des services sociaux de base. Par ailleurs, des formations sur l'autonomisation et l'entrepreneuriat ont permis à plusieurs femmes de développer des activités génératrices de revenus, renforçant leur voix dans les processus décisionnels.

Les OSC de jeunes et les organes de presse membres des GP ont joué un rôle clé dans la communication, le traitement de l'information et le plaidoyer. Ils ont facilité et animé des émissions radiophoniques locales sur la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire, et utilisé les réseaux sociaux pour relayer les messages des campagnes communautaires. Leur implication a contribué à élargir la portée des actions, notamment auprès des populations urbaines et des déplacés internes.



Binta Sawadogo, Ouahigouya
Right2Grow Burkina Faso

[Read more →](#)

“Notre joie en tant que femme est immense aujourd'hui. Cet atelier nous a permis de nous asseoir autour de la même table avec les autorités coutumières et d'avoir enfin droit à la parole pour plaider en faveur des femmes. C'est une chose rare.”

Le programme a pris en compte les personnes handicapées et les déplacés internes, en veillant à leur inclusion dans les groupes de plaidoyer, les dialogues communautaires et les cadres de concertation. Cette démarche a permis de réduire les tensions entre communautés hôtes et déplacées et de garantir que les besoins des plus vulnérables soient intégrés dans les plans locaux.

En renforçant le leadership des femmes, en valorisant la voix des jeunes et en incluant les groupes marginalisés, Right2Grow dans la région de l'Est a contribué à bâtir une gouvernance plus inclusive et équitable pour la durabilité des acquis en nutrition et WASH.

Au niveau de la région du Centre Nord, SCI, en tant que partenaire principal de mise en œuvre du programme Right2Grow, a veillé à ce que l'égalité des sexes et l'inclusion soient intégrées comme un thème transversal dans l'ensemble des interventions. L'objectif était non seulement d'assurer la présence des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap et d'autres groupes marginalisés dans les activités, mais surtout de leur donner un rôle actif dans la gouvernance, le plaidoyer et le changement social.

Au Centre-Nord, les OSC membres des GP, dont plusieurs (environ 40%), sont dirigées ou majoritairement constituées de femmes ont bénéficié de plusieurs appuis techniques et institutionnels pour renforcer leurs capacités en termes de leadership féminin. Les canaux de sensibilisation utilisés (radios locales, théâtre-fora) ont permis de toucher les

personnes analphabètes, les femmes rurales et les personnes en situation de handicap modifiant ainsi les représentations sociales sur le rôle économique et décisionnel de cette frange de la population. Le programme a également facilité la mise en relation de femmes vulnérables, y compris des personnes déplacées internes, avec des chefs coutumiers et propriétaires qui ont accordé des droits d'usage foncier aux femmes pour la production agricole.

De même, dans la région du Nord /YAADGA le programme Right2Grow a intégré une approche inclusive et transversale pour promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, des personnes déplacées internes et d'autres minorités dans toutes ses activités. Sur les trente-quatre (34) OSC membres des groupes de plaidoyer, Il y a onze (11) associations féminines, quatorze (14) associations de jeunesse, une association de personnes vivant avec un handicap. Right2Grow a favorisé la participation active de ces groupes à travers plusieurs initiatives stratégiques :

- Dès la phase de planification, le programme a garanti une représentation significative des OSC de femmes, de jeunes, des personnes handicapées et d'OSC mixtes dans les groupes de plaidoyer ;
 - Les OSC participantes aux cadres de concertation étaient représentatives et inclusives ;
 - Les ateliers communaux d'identification des besoins des communautés qui ont servi à élaborer les plans d'action de plaidoyer, ont pris en compte toutes les couches de la société afin de s'assurer que leurs perspectives soient intégrées dans les décisions ;
 - Des actions de plaidoyer ciblées ont été menées auprès des décideurs locaux et régionaux pour promouvoir des politiques inclusives, sensibles aux questions de genre et adaptées aux besoins des personnes handicapées.
- En l'occurrence :

- Un plaidoyer a été mené pour un accès plus élevé des personnes vulnérables au stock de sécurité alimentaire. Ce plaidoyer réussi a permis d'apporter un soulagement aux personnes vulnérables avec l'introduction d'un quota en fonction de la vulnérabilité ;
 - Un plaidoyer auprès des PDS pour la mise en place de jardin nutritifs Communautaires pour soutenir l'autonomisation des femmes a abouti à la disponibilisation de cinq (5) hectares de Moringa par les femmes de Bougounam dans la commune de Gourcy et la disponibilisation de terre pour réaliser des jardins nutritifs dans les provinces du Yatenga, Loroum et Passoré ;
 - Un plaidoyer auprès des propriétaires terriens, chefs de villages et des personnes pour l'accès sécurisé des femmes à la terre a reçu une réponse favorable au grand soulagement des femmes de la province du Yatenga. Désormais les femmes de la province du Yatenga ne se verront plus dépossédées de leurs terres par les hommes parce qu'elles sont des femmes donc ne peuvent pas être propriétaires terriens ;
 - L'accompagnement d'activités de la jeunesse : appui au lancement régional du parlement des jeunes Burkinabé pour l'Eau dans le Nord. Ce parlement est un réseau de jeunes engagés et passionnés qui se préoccupent de la problématique de l'eau, de l'assainissement et du développement durable dans la région du Nord. Il a pour objectif de contribuer à renforcer l'engagement de la région du Nord dans la résolution des problématiques liées à l'eau et à l'assainissement ;
- Right2Grow Nord a systématiquement invité les Personnes Déplacées Internes (PDI) à tous les ateliers pour qu'elles puissent avoir l'opportunité de faire entendre leur voix.

Globalement, le programme Right2Grow a contribué à réduire les inégalités et à renforcer la participation des groupes vulnérables dans les processus décisionnels, tout en promouvant une culture de respect et d'équité dans les collectivités locales et les organisations partenaires.

2.6 Changement climatique et réponses locales

De 2021 à 2025, Right2Grow, dans le cadre de ses interventions a intégré la question du changement climatique comme un thème transversal dans l'ensemble de ses résultats. Conscient que l'insécurité alimentaire, la malnutrition et l'accès limité à l'eau potable sont aggravés par les aléas climatiques, le programme a développé des activités visant à renforcer la résilience des communautés face aux effets du changement climatique. Les Groupes de Plaidoyer ont également commencé à intégrer les enjeux climatiques dans leurs actions de plaidoyer, notamment en liant les questions de nutrition, sécurité alimentaire et gestion de l'eau à la protection de l'environnement.

Ainsi au niveau communautaire, Right2Grow a promu des pratiques agricoles intelligentes face au climat, notamment les cultures hors sol et les jardins de case, la gestion intégrée de l'eau et la diversification des cultures vivrières. Ces pratiques ont été promues à travers des séances de sensibilisation et des formations organisées par les OSC locales mais facilitées par les techniciens des services de l'agriculture, permettant à de nombreux ménages, notamment les femmes, de sécuriser leurs moyens de subsistance malgré les sécheresses récurrentes. C'est lors de la tenue de la réunion de ce cadre que les leaders communautaires de la commune de Mané ont pris pour la première fois un engagement écrit pour faciliter la mise à disposition /octroi des terres aux populations en l'occurrence les femmes et les Personnes Déplacées Internes (PDI) pour la pratique de la culture maraîchère.

Dans le domaine du WASH, le programme a appuyé le renforcement d'infrastructures adaptées aux contraintes climatiques, telles que la réhabilitation de forages et la redynamisation des comités de gestion communautaire de l'eau. A titre d'exemple, en novembre 2024 à Korsimoro, le groupe de plaidoyer du Sanmatenga avec l'appui de Right2Grow a obtenu un engagement écrit des leaders communautaires, chefs maraîchers, points focaux eau hygiène et assainissement des mairies à s'investir pour la bonne gestion des ouvrages hydrauliques notamment les berges des barrages de la commune. A terme, des initiatives locales, appuyées par les Groupes de Plaidoyer (GP), ont permis d'intégrer la gestion durable des ressources en eau dans les priorités des communes, améliorant l'accès de milliers de ménages à une eau potable même en période de pénurie.

Le Burkina Faso est toujours confronté au changement climatique avec des conséquences qui se font ressentir sur la pluviométrie, avec des poches de sécheresse pendant la saison pluvieuse ou des inondations., ce qui a un impact sur la production agricole. Aussi lors de l'identification des OSC pour le programme Right2Grow, dans la région du Nord, a pris en compte le volet climatique et a décidé inclure l'association « Planète Verte » qui est une OSC dont les domaines de prédilection sont le WASH, l'environnement et le changement climatique.

Les plans d'actions de plaidoyer des GP de la région du Nord ont inclus des actions de plaidoyer pour la promotion de l'eau potable et de l'hygiène dans les programmes nutritionnels, des plaidoyers en faveur de la disponibilité des semences améliorées pour permettre aux producteurs de commencer les semis à temps et améliorer les récoltes. AMR et les OSC ont inclus des actions de sensibilisation sur les effets néfastes des pesticides, les conséquences de l'utilisation des produits non homologués, et renforcer la résilience des communautés face aux changements climatiques.

La région de l'Est du Burkina Faso est particulièrement exposée aux effets du changement climatique, avec une variabilité pluviométrique accrue, des sécheresses récurrentes, des inondations localisées et une dégradation rapide des sols. Ces phénomènes aggravent l'insécurité alimentaire, réduisent la disponibilité en eau potable et accentuent la vulnérabilité nutritionnelle des communautés.

Le programme Right2Grow a intégré la dimension climatique dans ses interventions afin de renforcer la résilience des communautés locales et de favoriser des solutions durables. Ainsi, des initiatives de jardins nutritifs, de cultures hors sols et de cultures résilientes (mil, sorgho, niébé) ont été promues, en lien avec la diversification alimentaire et la sécurité nutritionnelle.

En ce qui concerne la gestion durable de l'eau et des infrastructures WASH, Right2Grow a appuyé grâce au plaidoyer la construction et la réhabilitation de points d'eau tout en renforçant les comités locaux à l'entretien des infrastructures à travers la dynamisation des associations des usagers de l'eau (AUE). Dans plusieurs communes, le plaidoyer des Groupes de Plaidoyer (GP) a conduit à l'intégration de lignes budgétaires pour la réparation et maintenance des ouvrages d'eau, garantissant leur durabilité face aux aléas climatiques.

En intégrant le climat comme facteur transversal, Right2Grow a contribué à renforcer la résilience des communautés face aux chocs environnementaux, tout en améliorant durablement l'accès à l'eau potable et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

2.7 Contributions aux indicateurs des IGG

Le programme Right2Grow a apporté des contributions significatives aux indicateurs de la croissance verte inclusive (IGG) du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

En effet, l'accès aux services sociaux de base comme la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire s'est amélioré. Dans toutes les régions, à travers les activités de plaidoyer pour la réhabilitation et la maintenance de points d'eau, ainsi que la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'alimentation.

Ensuite, les Groupes de Plaidoyer (GP) ont renforcé la voix des citoyens à travers des sessions de plaidoyer organisées avec les délégations spéciales, permettant ainsi de créer des espaces de dialogue entre communautés et autorités locales. Ces mécanismes ont amélioré la transparence et la redevabilité, répondant directement aux indicateurs IGG relatifs à la gouvernance inclusive.

88 OSC locales ont vu leurs capacités techniques et organisationnelles renforcées, contribuant aux indicateurs IGG sur la société civile forte et représentative. Leur participation aux sessions de planification et de revue budgétaire est passée de moins de **20% en 2021 à plus de 90 % en 2025**, démontrant un impact tangible.

Enfin, en facilitant l'intégration de la nutrition, de la WASH et de la sécurité alimentaire dans les Plans communaux de développement (PCD) et en renforçant le suivi budgétaire participatif, Right2Grow a favorisé l'augmentation des ressources publiques allouées à ces secteurs, contribuant ainsi aux indicateurs IGG relatifs à la durabilité et à l'équité.

2.8 Soutien technique

Le programme Right2Grow Burkina Faso a bénéficié d'un appui technique continu de la part de l'équipe globale et des partenaires mondiaux du consortium, chargés du renforcement des capacités tant au niveau national qu'international, afin de garantir la qualité, la cohérence et l'efficacité des interventions dans le pays. Les activités d'assistance techniques tout en assurant que les partenaires disposaient des capacités et des connaissances techniques ont été jugées nécessaires pour contribuer à la réalisation des objectifs du programme.

Les équipes projet des organisations internationales et nationales membres du consortium global ont fourni une expertise technique sur la nutrition, le WASH, le genre et le plaidoyer, l'analyse et le suivi budgétaire, analyse des politiques, communication, récolte des résultats. En effet, la mise en œuvre du plan d'assistance technique a permis :

- La formation des membres du consortium sur le lobbying pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises auprès des partenaires du secteur privé actifs dans la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire ;
- La formation des membres du consortium sur l'apprentissage et le partage qui a eu lieu en septembre 2024 à Dakar ;
- La formation technique sur la nutrition et la WASH sur les approches multisectorielles ;
- La formation sur le Genre et le plaidoyer en janvier 2024.

Par ailleurs, on note le renforcement continu des capacités en matière de BMET mené par le CEGAA et les ateliers de partage d'expérience sur le plaidoyer budgétaire et le BMET avec le Mali.

Nous avons également eu formation des acteurs sur l'examen et analyse des politiques et des plans nationaux dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la nutrition en 2022. Ont participé à cette formation 29 membres du consortium Right2row, les points focaux des groupes de plaidoyer, le point focal du RESONUT dans la région des hauts-bassins, le point focal de L'Équipe de Renforcement des Capacités Mutuelles (MCD), en collaboration avec ST SUN Dakar et CEGAA.

Ces accompagnements ont permis d'harmoniser les approches, de développer des outils standardisés et de renforcer les compétences des partenaires nationaux.

Le RESONUT a joué un rôle de relais technique en matière de renforcement de capacités des OSC locales sur le plaidoyer et la mobilisation citoyenne. Il a accompagné les Groupes de Plaidoyer (GP) dans la formulation de messages, la documentation des résultats et l'engagement avec les autorités.

Enfin, Right2Grow a travaillé en étroite collaboration avec le Secrétariat Technique en charge de la multisectorialité de la nutrition (ST/Nut) et les directions régionales techniques pour aligner ses interventions sur les politiques nationales.

Les approches de renforcement des capacités dans le cadre du programme Right2Grow ont été largement reconnues par les organisations partenaires de la société civile comme essentielles pour permettre un engagement politique significatif, un plaidoyer budgétaire et une mobilisation communautaire. Ce soutien technique multiforme a permis de garantir des interventions de qualité, adaptées au contexte et alignées sur les priorités nationales et internationales.

3 Données probantes, apprentissage et action

3.1 Perspectives et adaptation fondées sur des données probantes

Le programme **Right2Grow** a généré un ensemble riche d'enseignements à travers ses processus de suivi, d'évaluation, de recherche et d'apprentissage collaboratif. Ces enseignements ne se limitent pas à documenter les résultats, mais éclairent aussi les stratégies qui ont fonctionné, celles qui ont montré leurs limites, et les ajustements qui ont permis d'améliorer la qualité et l'efficacité des interventions.

3.1.1 Ce qui a bien fonctionné :

- L'approche « groupe de plaidoyer » implémentée dans le cadre du programme semble porter fruit eu égard aux principaux acquis engrangés et suscite même l'assentiment d'autres partenaires intervenant dans le plaidoyer comme la GIZ.
- Les approches combinant plaidoyer communautaire basé sur des évidences, suivi budgétaire participatif et communication sociale se sont révélées particulièrement efficaces pour renforcer la gouvernance inclusive. Les données issues des revues annuelles ont montré que l'implication directe des Groupes de Plaidoyer (GP) dans le suivi budgétaire et la planification locale a favorisé un meilleur approvisionnement de lignes budgétaires nutrition et WASH.
- L'utilisation de canaux de communication adaptés au contexte sécuritaire (radios communautaires, théâtre-fora) a également permis de maintenir une large couverture malgré les restrictions liées à l'insécurité.
- La collaboration fructueuse, valorisante et agissante avec les responsables des structures du gouvernement au niveau national exige une transparence et une franchise dans la communication aussi bien en ce qui concerne les capacités réelles d'appui du projet que sur les aspects méthodologiques, technique que financiers. De plus cette collaboration permet de disposer des informations sur les parties prenantes qui apportent les appuis similaires et de créer des synergies d'action qui peuvent favoriser l'utilisation optimale des ressources financières disponibles de part et d'autre et de façon globale.

3.1.2 Ce qui a moins bien fonctionné :

- Certaines activités nécessitant une forte mobilité, comme les grandes campagnes de proximité, ont été limitées par les contraintes sécuritaires. De plus, la forte dépendance à l'égard des financements externes a réduit la capacité des OSC locales à maintenir certaines initiatives au-delà du soutien du programme.
- L'apprentissage a montré la nécessité de renforcer l'ancrage institutionnel des acquis dans les politiques publiques locales pour garantir leur durabilité.
- La formalisation des Groupes de Plaidoyer dès leur création aurait permis à ces derniers d'avoir une légitimité accrue et une capacité d'attirer des financements auprès d'autres partenaires promouvant ainsi leur autonomie financière au-delà de Right2Grow.

- Le Mobile Journalism, bien maîtrisé par certains membres des Groupes de Plaidoyer formés reste encore faiblement utilisé par la majorité des OSC. Il est important que les représentants initiés au MoJo s'investissent dans la pratique afin de développer leurs compétences.

3.1.3 Ce qui devrait être fait différemment :

- Les données collectées en 2023 et 2024 suggèrent que le renforcement des capacités des OSC doit aller au-delà des formations ponctuelles, en intégrant un accompagnement de long terme et du mentorat.
- Par ailleurs, l'expérience a mis en évidence l'importance d'impliquer davantage le secteur privé local, non seulement comme bénéficiaire, mais aussi comme partenaire stratégique dans la mise en place de mesures pouvant contribuer à améliorer la résilience des communautés sur le plan alimentaire et de l'eau hygiène assainissement.

3.1.4 Approches à maintenir et à étendre :

- L'approche le BMET mérite d'être systématisés dans les futurs programmes.
- , la collecte d'évidences à travers des méthodes participatives (Outcome Harvesting)
- L'approche Mobile Journalism a renforcé la l'efficacité des GP en matière de plaidoyer et devrait être capitalisée et partagée avec les autorités et d'autres OSC.
- Enfin, l'approche « Groupes de Plaidoyer », avérée très efficace dans le cadre du programme Right2Grow mérite d'être capitalisée et disséminée auprès des autorités gouvernementales et répliquer dans d'autres contextes.

3.1.5 Apprentissage collaboratif

- Le programme a montré la valeur ajoutée de l'apprentissage généré conjointement. Les échanges entre OSC locales, partenaires nationaux et organisations internationales ont permis de mutualiser les leçons et de comparer les approches entre pays du consortium. Ce processus a permis de consolider ce qui fonctionnait bien et d'identifier collectivement les ajustements nécessaires, notamment pour impliquer davantage les acteurs décentralisés et intégrer les dimensions transversales telles que le genre et la jeunesse.
- Les connaissances produites ont été partagées dans des ateliers nationaux, régionaux et internationaux, mais aussi diffusées auprès des autorités locales et des bailleurs et utilisées par les équipes programmatiques pour influencer les stratégies et politiques sectorielles.

3.2 Initiatives d'apprentissage en collaboration

Le volet Apprentissage a été intégré dans le programme R2G depuis 2021. Le consortium R2G Burkina Faso a bénéficié d'un renforcement de capacité sur l'apprentissage sur zoom le 11 juin 2021 par l'équipe globale. Cette formation a porté sur l'apprentissage et le partage. Durant la formation, il a été identifié trois sujets d'apprentissage : i) la charte de communication de R2G Burkina Faso (pour règlementer la communication au sein du consortium et celle externe), ii) l'adhésion des OSC et OCB et iii) la mobilisation des autorités pour le lancement de Right2Grow. En 2023, d'autres thématiques ont été identifiées à savoir l'Utilisation du Journalism Mobile (MoJo) pour renforcer le plaidoyer communautaire, les facteurs de succès et contraintes rencontrées par les OSC pour mener à bien leurs actions de plaidoyer, le Shift of Power. En septembre 2024, le consortium du Burkina Faso a bénéficié d'un renforcement de capacités au Sénégal par l'équipe L&A Global. Aussi, depuis 2022 le Mali et le Burkina Faso collaborent dans le cadre du

BMET. Chaque année un atelier est organisé en présentiel sous le leadership de CEGAA et RESONUT pour un apprentissage mutuel et partages d'expérience. Cette bonne pratique a permis aux deux (2) pays de se renforcer mutuellement. RESONUT a appuyé techniquement l'équipe du Mali pour la réalisation de l'analyse budgétaire de communes selon la méthodologie Ouest africaine. Aussi RESONUT a documenté la fiche d'apprentissage BMET.

Entre 2021 et 2025, l'apprentissage dans le cadre du programme Right2Grow a été facilité par une série de processus collaboratifs et d'activités de partage des connaissances, favorisant la capitalisation des expériences et l'amélioration continue des approches.

Réflexion commune et événements d'apprentissage

Au niveau national, SCI et les partenaires ont organisé des ateliers annuels bilans de réflexion réunissant OSC, autorités locales, services techniques et partenaires internationaux. Ces espaces ont permis d'analyser les données issues du suivi, de partager les réussites et difficultés et d'identifier ensemble des pistes d'adaptation. Des sujets d'apprentissage thématiques ont été définis dès le début du programme, documentés, diffusés et utilisés tout au long permettant aux équipes d'ajuster leurs stratégies. Par ailleurs, un processus de capitalisation des approches et interventions implémentées par Right2Grow a été conduit pour montrer la pertinence et l'efficacité de chaque intervention, tirer les enseignements et déterminer les modalités et conditions de réplique et/ou de passage à l'échelle dans d'autres contextes socio-économiques et géographiques similaires. A terme, cela permettra de déterminer, pour chaque intervention qui fait l'objet de capitalisation, le type de supports et de canaux appropriés de diffusion des résultats/produits de la capitalisation ; d'identifier et recommander le type de supports et de canal qui sont les plus adaptés pour les différents destinataires et futurs utilisateurs ; d'élaborer les maquettes, scénarii, scripts, drafts des produits de la capitalisation en vue de leur reproduction et diffusion et enfin de dégager les bonnes pratiques, les leçons apprises, les enseignements et les conditions de réplique.

À l'échelle mondiale, la participation aux forums d'apprentissage de Right2Grow a permis à l'équipe nationale de confronter ses pratiques avec celles d'autres pays et d'intégrer de nouvelles méthodes.

Programmes et processus d'apprentissage par pays

Outre la formation des équipes du consortium et les membres des Groupes de Plaidoyer sur l'apprentissage et le partage dans le cadre de Right2Grow, un programme national d'apprentissage a été mis en place dès 2021, incluant des cycles de capitalisation, la production de fiches d'apprentissage et des sessions de restitution avec les OSC locales. Ces fiches ont permis de documenter des thématiques et activités clés telles que les « facteurs de succès et contraintes rencontrées par les OSC pour mener à bien leurs actions de plaidoyer », le « BMET comme outil de plaidoyer », le « Shift the Power au Burkina Faso », l'utilisation du journalisme mobile pour renforcer le plaidoyer communautaire, fournissant des repères en termes de bonnes pratiques pour les acteurs sur le terrain. Aussi des sessions d'apprentissage et de partage d'expérience entre les différents GP des trois régions ont été initiées et ont permis un apprentissage mutuel.

Au niveau mondial, les fiches d'apprentissage du Burkina ont été consolidées dans un catalogue d'apprentissage, fournissant une vue plus globale des expériences acquises dans le cadre du programme et les possibilités d'exploitation pour d'autres programmes futurs.

Échanges entre pays et entre pairs

Le programme a aussi favorisé des échanges entre pairs avec d'autres pays du consortium (notamment avec le Mali), permettant de comparer les approches de plaidoyer et de redevabilité sociale. Ces échanges ont inspiré l'adaptation de certains outils, comme l'utilisation de la méthodologie ouest africaine pour l'analyse et le suivi budgétaire ou encore les stratégies de mobilisation des ressources par les collectivités territoriales pour investir sur la nutrition.

Groupes de travail thématiques

Au niveau national et mondial, des groupes de travail thématiques sur le Lobbying & Advocacy (L&A), le BMET et le MEAL ont permis de coordonner les efforts techniques et d'harmoniser les approches. Par exemple, les échanges au

sein du groupe BMET ont renforcé la capacité du programme et de ses partenaires à analyser les dépenses publiques liées à la nutrition, ce qui a eu un impact direct sur l'intégration de lignes budgétaires dans plusieurs communes.

Impact sur la coordination et la mise en œuvre

Ces dynamiques d'apprentissage partagées ont renforcé la cohésion entre partenaires, en créant un langage commun et des outils partagés. Elles ont aussi amélioré la qualité de la mise en œuvre en permettant une adaptation rapide des stratégies, une meilleure coordination entre OSC et autorités locales et un alignement accru entre les priorités locales et les politiques nationales.

En définitive, l'apprentissage collaboratif a été un levier essentiel pour transformer les expériences en actions concrètes, consolider les acquis et maximiser l'impact du programme au Burkina Faso et au-delà.

3.3 Partage des connaissances et influence externe

Tout au long de la mise en œuvre (2021-2025), le programme **Right2Grow** a veillé à diffuser ses apprentissages et résultats au-delà du cercle des partenaires, en mobilisant divers canaux et espaces d'échange. Des **événements nationaux d'apprentissage** ont été organisés chaque année, rassemblant OSC, autorités locales, services techniques, bailleurs et acteurs humanitaires. Ces rencontres ont permis de partager les avancées en matière de plaidoyer, de suivi budgétaire participatif et de gouvernance inclusive. Le programme a par ailleurs participé aux différents cadres d'échanges multi acteurs et multisectoriels au niveau national (Journées scientifiques sur la nutrition, journées de santé communautaire, forum des parlementaires, etc.) pour partager les expériences de Right2Grow, créer des alliances et mettre en lumière le rôle important des OSC dans la promotion de la nutrition. À l'international, l'équipe nationale a participé activement aux **forums mondiaux de Right2Grow**, ainsi qu'à des panels lors de conférences comme le **sommet Nutrition For Growth (N4G)** à Paris, le **forum des Nations-Unies sur la Nutrition** à Addis-Abeba ou encore le **Sommet des systèmes alimentaires (UNFSS+4)**, contribuant à valoriser l'expérience burkinabè auprès d'un public plus large.

En parallèle, des **publications et fiches d'apprentissage** ont été produites et diffusées, documentant des pratiques innovantes telles que l'utilisation du BMET et du Journalisme Mobile comme outil pour renforcer le plaidoyer communautaire. Des **supports de communication multimédias** (radios communautaires, vidéos documentaires, publications sur les réseaux sociaux) ont également contribué à vulgariser les résultats auprès des communautés et du grand public.

4 Développement durable

4.1 Intégrer le développement durable et l'appropriation locale

Le programme Right2Grow a intégré la durabilité comme un principe directeur, en s'assurant que chaque intervention contribue à renforcer les capacités locales et à créer des mécanismes pérennes. L'approche a privilégié l'ancrage institutionnel, le renforcement des capacités tant techniques qu'organisationnelle des OSC de niveau 3 et la dynamisation de cadres de concertation multisectoriels, afin que les acquis puissent se maintenir au-delà du cycle du projet.

Au fil de la mise en œuvre, des plans de durabilité ont été élaborés et actualisés, notamment lors de la révision à mi-parcours (2023). Cette revue a permis d'ajuster les priorités en mettant l'accent sur : (i) l'intégration des lignes

budgétaires nutrition et WASH dans les plans communaux, (ii) le transfert progressif des responsabilités de plaidoyer et de suivi budgétaire aux Groupes de Plaidoyer, et (iii) la consolidation des partenariats avec les autorités locales et le secteur privé. Ces ajustements ont renforcé la visibilité des OSC locales comme acteurs crédibles et légitimes.

Par ailleurs, la mise en réseau des OSC avec d'autres partenaires a joué un rôle crucial. En connectant les OSC locales entre elles, mais aussi avec des partenaires techniques et financiers, Right2Grow a semé les graines d'alliances stratégiques qui peuvent survivre à la fin du programme. L'ouverture vers le secteur privé est également citée comme une piste prometteuse pour diversifier les sources de financement.

L'appropriation locale a été encouragée par la participation active des communautés aux dialogues citoyens, par la formation et l'accompagnement des OSC, par le renforcement du leadership féminin et des jeunes dans la gouvernance des Groupes de Plaidoyer. En 2025, plusieurs OSC locales assuraient déjà la coordination des actions de plaidoyer au niveau communal, illustrant un transfert effectif de pouvoir.

Enfin, l'appui au suivi budgétaire participatif (BMET) a permis d'ancrer des pratiques de redevabilité sociale au sein des collectivités. Ces mécanismes institutionnalisés garantissent la continuité du plaidoyer et le suivi des engagements publics, même après la fin du programme.

Ainsi, en combinant renforcement des capacités, appropriation locale et ancrage institutionnel, Right2Grow a posé les bases d'un changement durable. Le transfert progressif de responsabilités aux partenaires nationaux et locaux constitue un levier essentiel pour assurer la pérennité des résultats et poursuivre les avancées en nutrition et WASH à long terme.

4.2 Ce qui continue après 2025

La clôture du programme Right2Grow ne marque pas la fin des dynamiques enclenchées dans la région de l'Est. Au contraire, plusieurs acquis et mécanismes consolidés continueront à fonctionner pour produire des impacts durables.

1. En effet, les OSC locales et leurs regroupement appelé GP, désormais outillés en plaidoyer, suivi budgétaire et redevabilité sociale, poursuivront leurs actions. Ils continueront à interpeller les autorités locales, à analyser et suivre les budgets communaux et à porter la voix des communautés dans les espaces de décision. Leur légitimité acquise dans le cadre du programme leur permet de rester des acteurs clés après 2025.
2. La nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire désormais intégrés dans les Plans communaux de développement (PCD) et appuyés par des lignes budgétaires spécifiques, resteront des priorités locales. Les cadres de concertation multisectoriels continueront à fonctionner, pilotés par les communes et les services techniques, garantissant la continuité de la coordination intersectorielle.
3. Les bonnes pratiques promues en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), d'hygiène et d'assainissement et de sécurité alimentaire sont désormais appropriées par les ménages et les leaders communautaires. Elles continueront à être diffusées par les relais communautaires, les radios locales et les structures sanitaires.
4. Les acquis de Right2Grow seront renforcés par les interventions d'autres partenaires de développement et humanitaires présents. Les synergies déjà établies dans le cadre du nexus humanitaire-développement permettront de capitaliser sur les résultats et d'assurer leur amplification.

L'un des acquis majeurs de Right2Grow réside dans la mise en place d'interventions et de plateformes dont la pertinence et l'efficacité garantissent leur pérennité au-delà de 2025.

5. L'utilisation du Budget Monitoring and Expenditure Tracking (BMET) a été adoptée par plusieurs OSC locales et intégrée dans les pratiques de suivi plusieurs collectivités territoriales des 3 régions. Cet outil est comme un

mécanisme de redevabilité sociale et son utilisation sera poursuivie par les GP avec l'appui des communes et des OSC nationales AMR et RESONUT partenaires de Right2Grow.

Les GP sont une ressource sure avec des Compétences et expertises développées en matière d'analyse et de suivi budgétaire et ils pourront être sollicités comme des alliés des Comptables et des PDS pour poursuivre les sessions BMET et donner la chance à toutes les communes de pouvoir réhausser les lignes budgétaires pour le financement de la Nutrition. De plus les PDS et leurs comptables manifestent un grand intérêt à approvisionner les lignes budgétaires de la nutrition.

6. De même, les Groupes de Plaidoyer (GP), ont acquis une expertise et une certaine légitimité qui leur permet de poursuivre leurs activités. Leur ancrage dans les communautés et leur reconnaissance par les autorités leur assurent un rôle durable dans la gouvernance locale.
7. Enfin, au niveau national, Save the Children et les partenaires membres du Consortium prévoient d'intégrer les approches réussies de Right2Grow – notamment le plaidoyer communautaire basé sur des données probantes, le renforcement des capacités de la société civile et l'inclusion des groupes marginalisés.

En somme, après 2025, ce qui perdure est l'essentiel : des communautés responsabilisées, des OSC autonomes, des institutions locales engagées et des pratiques durables. Ces dynamiques locales sont la meilleure garantie de la continuité de l'impact de Right2Grow dans la lutte contre la malnutrition et l'amélioration des services WASH, à travers le déploiement de la stratégie de durabilité.

L'exercice de capitalisation conduit au cours du second semestre de 2025 montre qu'à travers la mise en œuvre du projet 3 facteurs de durabilité ont été développés et nous confortent que les effets majeurs du projet en ce qui concerne la pratique du plaidoyer communautaire seront maintenus et amplifiés.

Selon le rapport de capitalisation, nous retenons qu'il est généralement admis qu'une bonne pratique résiste au temps suivant quatre variables qui sont : **la motivation des acteurs à poursuivre l'action, la disponibilité des capacités pour maintenir la qualité des services, l'existence de liens forts entre les acteurs ou les parties prenantes pour garder l'élan de l'expansion et de l'adaptation** et enfin la **disponibilité des ressources** pour supporter les coûts d'investissement.

L'analyse montre que le projet a permis de développer 3 facteurs sur les 4. Il s'agit de :

- ❖ **Les capacités des GP** en matière de conception et mise en œuvre d'actions de plaidoyer. L'inventaire des capacités déployées à l'avantage des groupes de plaidoyer et la qualité des approches utilisées lors de ces formations rassurent plus d'un sur le niveau de maîtrise des contenus et leur réutilisation.
- ❖ **Il existe une forte motivation des GP** à poursuivre les actions de Plaidoyer communautaire.
- ❖ **Des liens solides ont été développés entre les GP et les autres parties prenantes** qui soutiendront les actions futures.

5 Conclusion et recommandations

La mise en œuvre du programme **Right2Grow (2021-2025)** a constitué une expérience déterminante pour renforcer la gouvernance inclusive, la redevabilité sociale et la participation communautaire dans les domaines de la nutrition, du WASH et de la sécurité alimentaire au Burkina Faso. Dans un contexte marqué par l'insécurité, les déplacements de populations et la fragilité des services sociaux de base, le programme a démontré qu'une approche centrée sur les communautés, combinée au plaidoyer et à la production d'évidences, pouvait produire des résultats durables.

Sur la pertinence/l'adéquation du programme avec les priorités nationales : Right2Grow a démontré une forte adéquation avec les priorités nationales en matière de nutrition, de sécurité alimentaire, de WASH, de genre et de gouvernance inclusive. La Théorie du Changement de Right2Grow, co-construite avec les partenaires locaux, a constitué un cadre stratégique clair et évolutif, traduisant efficacement la vision du consortium en actions concrètes sur le terrain. Elle a permis de relier les dynamiques communautaires aux politiques publiques et aux budgets multisectoriels.

Sur la performance du programme, plusieurs acquis sont à souligner : le renforcement des capacités des OSC de niveau 3, l'intégration de lignes budgétaires nutrition et WASH dans les plans communaux, la légitimation des Groupes de Plaidoyer comme acteurs incontournables, la collaboration/coordination entre services sectoriels impliqués dans la multisectorialité de la nutrition au niveau des régions d'intervention. Ces réalisations constituent un socle solide pour la durabilité et la mise à l'échelle.

Sur la collaboration, le travail en consortium a favorisé la complémentarité des expertises et le partage d'outils communs, tout en transférant progressivement le leadership aux partenaires nationaux et locaux. L'expérience de Right2Grow a montré que travailler ensemble n'était pas seulement un moyen d'exécuter le programme, mais un véritable levier d'apprentissage et de renforcement institutionnel. Par ailleurs, la collaboration entre humanitaire et développement a été un levier clé pour maintenir la continuité des interventions en période de crise.

En termes d'apprentissage stratégique, l'expérience de Right2Grow a montré que l'utilisation des données probantes (BMET, Outcome Harvesting, évaluations locales, MoJo) est essentielle pour adapter les interventions et crédibiliser le plaidoyer. L'inclusion active des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés a également constitué une bonne pratique qui mérite d'être consolidée et reproduite.

5.1 Performance du programme

5.1.1 Réflexion sur les réalisations et les défis du programme

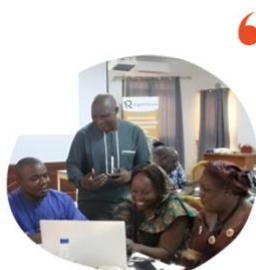
Au terme des cinq années de mise en œuvre, le programme Right2Grow compte à son actif des réalisations notables mais a également rencontré des défis majeurs liés au contexte sécuritaire, politique et socio-économique.

Parmi les acquis les plus significatifs figurent : l'intégration de la nutrition, de la WASH et de la sécurité alimentaire dans plusieurs plans communaux de développement (PCD), avec la création et/ou l'alimentation de lignes budgétaires spécifiques ; le renforcement de 88 OSC locales et leur organisation en 12 Groupes de Plaidoyer, devenus des acteurs influents dans la gouvernance locale ; l'amélioration des pratiques communautaires en matière de nutrition, de WASH et de sécurité alimentaire ; la redynamisation de cadres de concertation multisectoriels fonctionnels, favorisant la coordination entre services techniques, autorités locales et OSC ; la promotion de la redevabilité sociale, de l'analyse et du suivi budgétaire, qui a renforcé la transparence et l'efficacité des dépenses locales ; l'implication du secteur privé local dans le financement de la nutrition.\

Cependant, plusieurs défis ont limité la portée des interventions. Il s'agit de l'insécurité persistante qui a restreint l'accès à certaines communes et entraîné des déplacements massifs de populations ; l'instabilité politique et le rétrécissement de l'espace civique, qui ont parfois réduit les marges de manœuvre des OSC ; les chocs économiques et climatiques, aggravant la vulnérabilité des ménages et compliquant l'adoption durable de certaines pratiques ; la faible disponibilité de ressources financières locales pour maintenir certains engagements, malgré les avancées obtenues.

La réflexion met en lumière un double constat : le programme a consolidé des acquis structurants en matière de gouvernance locale et de mobilisation citoyenne, mais leur pérennité nécessitera un accompagnement continu pour surmonter les défis liés au contexte sécuritaire, économique et institutionnel. Et les efforts déployés par les autorités à travers les opérations de reconquête du territoire et le déroulement de l'offensive agro-sylvo pastoral augurent de bons espoirs pour des lendemains meilleurs.

5.1.2 Enseignements tirés des stratégies et interventions programmatiques



Namoano Lankoulman, Comptable communal
Right2Grow Burkina Faso
[Read more -](#)

“ Cette formation BMET constitue un atout majeur pour ma vie professionnelle. Je suis désormais capable d'analyser tout document budgétaire selon la méthodologie ouest-africaine.”

La mise en œuvre du programme Right2Grow a fourni des enseignements précieux pour la lutte contre la malnutrition et l'amélioration des services sociaux de base comme la nutrition, la WASH et la sécurité alimentaire dans un contexte fragile et complexe.

L'approche de redevabilité sociale s'est révélée déterminante. Le BMET et les dialogues structurés citoyens ont permis aux communautés de s'approprier les enjeux de nutrition, de WASH et de sécurité alimentaire d'une part ; et d'autre part de dialoguer directement avec les autorités.

Ce qui a bien fonctionné :

- ✓ L'approche combinant plaidoyer communautaire, suivi budgétaire participatif (BMET) et communication sociale a été particulièrement efficace. Elle a permis d'adresser les préoccupations des communautés aux processus décisionnels, favorisant leur prise en compte dans les plans communaux de développement. Le renforcement des OSC locales de niveau 3 a été une stratégie gagnante, car il a consolidé leur légitimité et leur rôle dans la gouvernance locale;
- ✓ La mise en place des groupes de plaidoyer a bien fonctionné, car cela a permis aux OSC de constituer une voix forte qui a pu se faire entendre au sein des communautés et des détenteurs de pouvoir ;
- ✓ Le réseautage des OSC/OBC en groupe de plaidoyer a permis une synergie d'action et un véritable apprentissage entre elles ;
- ✓ L'implication des OSC féminines dans les groupes de plaidoyer a accru la confiance en soi de leurs responsables qui sont à mesure de prendre la parole devant les autorités et de défendre la cause de la femme.

Ce qui a moins bien fonctionné :

- ✓ Les grandes campagnes de proximité n'ont pas atteint l'ampleur prévue à cause de l'insécurité.
- ✓ De plus, certaines OSC, malgré le renforcement, restent limitées par le manque de financements propres pour maintenir les activités.
- ✓ Le Mobile Journalisme, bien qu'approprié par certains membres des Groupes de Plaidoyer reste encore faiblement utilisé par la majorité des OSC.

Stratégies à étendre :

- ✓ Institutionnaliser et accompagner les groupes de plaidoyer et d'interpellation citoyenne pour la nutrition.
- ✓ Maintenir et institutionnaliser les outils de redevabilité (BMET, cadre de concertation).
- ✓ Étendre l'approche multisectorielle et l'inclusion active des femmes, jeunes et personnes marginalisées.

5.2 Collaboration au sein du partenariat

5.2.1 Collaboration entre les acteurs et les niveaux

La collaboration a été un pilier essentiel du programme Right2Grow entre 2021 et 2025, tant à l'intérieur du consortium qu'avec les acteurs externes.

Au sein du consortium national, les membres (Save the Children, Action contre la Faim, The Hunger Project, AMR et RESONUT) ont coordonné leurs efforts à travers des comités de pilotage et des groupes thématiques (plaidoyer, communication, MEAL, BMET). Cette gouvernance partagée a permis une complémentarité des expertises et une meilleure répartition des responsabilités. Au fil du temps, un transfert progressif de leadership a été opéré en faveur des partenaires nationaux, renforçant leur rôle dans la planification et la prise de décision.

La coordination avec les partenaires mondiaux et les équipes techniques a été assurée par des échanges réguliers (ateliers, sessions virtuelles, production conjointe de fiches d'apprentissage). L'appui technique global sur le plaidoyer, le MEAL et la communication a permis d'harmoniser les approches et d'adapter des outils comme le BMET aux réalités locales.

L'engagement avec les acteurs externes a été constant. Au niveau national et sous-national, le programme a travaillé avec les ministères sectoriels, les gouvernorats et les communes pour intégrer la nutrition et le WASH dans les plans et budgets locaux. La collaboration avec d'autres ONG/OSC et réseaux a favorisé la synergie et évité les duplications. Le secteur privé a été impliqué ponctuellement dans la promotion de solutions nutritionnelles et WASH accessibles aux communautés.

Enfin, la collaboration avec l'ambassade des Pays-Bas et d'autres bailleurs a renforcé l'alignement stratégique du programme. Ces partenariats ont contribué à la reconnaissance des résultats du programme et à la mobilisation de financements complémentaires pour la durabilité.

En somme, la collaboration multi-niveaux a favorisé une mise en œuvre cohérente, inclusive et adaptative, évoluant d'une coordination technique vers une gouvernance partagée portée par les acteurs locaux.

5.2.2 Enseignements tirés de la collaboration

Les efforts de collaboration dans le cadre de Right2Grow (2021-2025) ont montré que la clarté des rôles, la confiance mutuelle et la complémentarité des expertises sont les principaux facteurs de succès. Le fonctionnement en consortium a permis de capitaliser sur les forces de chaque partenaire : expertise technique, plaidoyer, ancrage communautaire ou coordination internationale.

Ce qui a rendu la collaboration efficace a été la mise en place de mécanismes de pilotage partagés (comités, groupes thématiques), mais aussi la volonté d'assurer un transfert progressif de leadership aux partenaires nationaux, renforçant ainsi leur autonomie et leur crédibilité. À l'inverse, certaines difficultés sont apparues autour de la lourdeur des processus de concertation et du temps nécessaire pour aligner les priorités de tous les acteurs, surtout dans un contexte sécuritaire changeant.

La coordination et la communication régulières – via des ateliers, des plateformes numériques et des réunions périodiques – ont contribué à maintenir l'alignement stratégique. Toutefois, lorsque la communication était insuffisante ou trop centralisée, cela a parfois ralenti la prise de décision.

Les principales leçons pour de futurs consortiums sont : privilégier une gouvernance souple et inclusive, renforcer les espaces de communication horizontale, et investir dans le renforcement institutionnel des partenaires locaux afin d'assurer une appropriation durable et un impact collectif plus fort.

5.3 Meilleures pratiques

1. Mobilisation communautaire à travers les Groupes de Plaidoyer (GP)

Ce qui a été fait : Cartographie des OSC locales intervenant dans la nutrition, le WASH, Mise en place et renforcement des capacités des GP, des leaders communautaires, femmes et jeunes.

Succès : Leur ancrage local a favorisé une légitimité accrue et un dialogue direct avec les autorités.

Acteurs : Right2Grow, OSC de niveau 3, collectivités, services techniques déconcentrés.

Mise à l'échelle : Elle a été reproduite dans d'autres régions notamment dans la région du Djoro (Sud-Ouest) en partenariat avec la GLZ.

2. Suivi budgétaire participatif (BMET)

Ce qui a été fait : Formation des OSC et des comptables des mairies sur le suivi et l'analyse des budgets locaux liés à la nutrition et au WASH, accompagnements techniques lors des sessions d'analyse budgétaire.

Succès : A permis d'influencer l'intégration de lignes budgétaires dédiées à la nutrition dans les Plans Communaux de Développement.

Acteurs : OSC locales, communes, services déconcentrés.

Mise à l'échelle : Elle a été reproduite dans d'autres régions notamment dans la région du Djoro (Sud-Ouest) en partenariat avec la GLZ.

3. Communication via radios communautaires

Ce qui a été fait : Production d'émissions interactives et de messages adaptés en langues locales, traduction de la politique multisectorielle en plusieurs langues, distribution de boîtes à image sur la nutrition et Wash au profit des OSC pour les sensibilisations.

Succès : Forte audience, y compris dans les zones inaccessibles pour les activités de proximité.

Acteurs : Radios locales, OSC, communautés.

Mise à l'échelle : Stratégie peu coûteuse, facilement adaptable à d'autres contextes fragiles.

4. Apprentissage collaboratif et Outcome Harvesting

Ce qui a été fait : Formation des maîtres OH, des OSC et équipes projet, organisation de sessions de collecte/validation des résultats et organisation d'ateliers annuels d'apprentissage.

Succès : A permis d'adapter rapidement les stratégies et de renforcer la crédibilité du plaidoyer.

Acteurs : Consortium national, partenaires internationaux, OSC locales.

Mise à l'échelle : Outil transférable aux programmes qui nécessitent un suivi qualitatif des changements.

5.4 Recommandations pour la programmation future

Fort des leçons tirées du programme Right2Grow, plusieurs recommandations se dégagent pour orienter les futures interventions dans des contextes similaires

- La participation active des communautés doit rester un pilier central. Les mécanismes de redevabilité sociale et le dialogue structuré avec les bénéficiaires ont favorisé l'appropriation locale et la pérennité des actions. Il est recommandé d'élargir ces mécanismes en incluant davantage de groupes vulnérables, notamment les

femmes, les jeunes et les personnes déplacées internes, afin de garantir que leurs voix soient intégrées dans la planification et le suivi des interventions.

- L'utilisation systématique de données fiables et en temps réel est cruciale pour améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes.
- Le renforcement des capacités des OSC locales demeure une priorité. Le développement des compétences en plaidoyer, en suivi citoyen des politiques publiques permet aux OSC de jouer un rôle central dans le suivi des engagements locaux et le plaidoyer pour les droits nutritionnels et sociaux.
- Etablir des partenariats structurés avec les autorités locales, les OSC, les bailleurs et le secteur privé, notamment via des plans conjoints, des accords de collaboration et des mécanismes de cofinancement.
- S'appuyer sur le document cadre du pays qui est un référentiel pour la conception du programme/projet.
- Impliquer les bénéficiaires dès la conception du projet/ programme.
- Travailler à la reconnaissance officielle des groupes de plaidoyer à travers sa formalisation sous la dénomination Groupe de plaidoyer et d'interpellation citoyenne (GPIC) à partir de l'année 3 du programme.
- Prévoir des plans de durabilité dès le départ, avec des mécanismes clairs de transfert de responsabilités aux acteurs locaux.
- Renforcer la gouvernance avec un leadership accru des OSC nationales et locales.
- Mettre en place des mécanismes de coordination souples, évitant la lourdeur administrative, tout en garantissant une communication horizontale fluide.
- Institutionnaliser des outils de redevabilité sociale comme le BMET et les revues citoyennes au sein des collectivités.
- Appuyer le renforcement des systèmes de suivi et de planification locaux.



CONNAISSANCES NOUVELLES GRÂCE À LA FORMATION BMET

Dans la commune de Bilanga, les enjeux liés à la nutrition, à l'eau, à l'hygiène, à l'assainissement et à la sécurité alimentaire restent majeurs pour le bien-être des communautés. Pourtant, avant l'appui de Right2Grow, les collectivités locales manquaient souvent d'outils et de capacités pour analyser efficacement leurs budgets et orienter les investissements vers ces secteurs prioritaires.

En décembre 2023, la commune de Bilanga a été invitée par le programme Right2Grow, à travers le réseau RESONUT, à participer à une formation sur le BMET et sur la réalisation d'analyses budgétaires.

Compétences renforcées

Parmi les participants figurait Namoano Lankoulman, comptable de la mairie de Bilanga. Cette formation lui a permis de développer de nouvelles compétences en matière d'analyse des documents budgétaires, notamment dans les domaines de la nutrition, du WASH et de la sécurité alimentaire.



“ Cette formation BMET constitue un atout majeur pour ma vie professionnelle. Je suis désormais capable d'analyser tout document budgétaire selon la méthodologie ouest-africaine.”

— Namoano Lankoulman, Comptable communal

Grâce à cet apprentissage, il a pu examiner les prévisions budgétaires 2023 de la commune et mieux comprendre comment les ressources publiques peuvent être mobilisées pour répondre aux besoins essentiels des populations.

Engagement communautaire

Au-delà du renforcement technique, la formation a également suscité un nouvel engagement personnel. Namoano exprime désormais une motivation accrue à entreprendre des actions de plaidoyer auprès des autorités communales afin d'améliorer les investissements dans les secteurs prioritaires.

La formation a aussi renforcé la collaboration avec d'autres membres des groupes de plaidoyer de la région de l'Est, créant ainsi une dynamique collective autour de la transparence budgétaire et du financement de la nutrition et du WASH.

Désormais, en tant que membre actif de la communauté de Bilanga, il s'engage à sensibiliser les citoyens à participer aux sessions de planification et de revue budgétaire, convaincu que chacun a un rôle important à jouer pour améliorer les politiques locales et renforcer la sécurité alimentaire.

ATELIER POUR L'ACCÈS SÉCURISÉ DES FEMMES À LA TERRE :

QUAND LES FEMMES PRENNENT ENFIN LA PAROLE



À Ouahigouya, dans la province du Yatenga, de nombreuses femmes vivent depuis longtemps avec une réalité difficile : l'accès à la terre reste incertain, malgré leur rôle central dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Avant Right2Grow, les communautés faisaient face à des défis importants liés à la malnutrition, au manque d'eau potable et à l'insécurité alimentaire, sans véritable espace pour faire entendre leurs droits auprès des autorités.

Dans ce contexte, le Groupe de plaidoyer du Yatenga, avec l'appui du programme Right2Grow, a organisé un atelier de plaidoyer réunissant femmes leaders, autorités administratives et autorités coutumières autour d'un enjeu majeur : garantir aux femmes un accès sécurisé à la terre.

Voix des femmes

Parmi les participantes, Binta Sawadogo, habitante de Ouahigouya, a été invitée en tant que femme leader pour porter la voix de celles qui restent souvent invisibles dans les instances de décision. Sa participation a renforcé la qualité des échanges et a permis de transmettre, sans tabou, les préoccupations profondes des femmes aux autorités traditionnelles.

Grâce à l'appui technique et financier de Right2Grow, cet espace de dialogue inédit a pu voir le jour. Les femmes ont pu exprimer non seulement leurs besoins, mais aussi affirmer leur place dans la défense de leurs droits.

Engagements concrets

À l'issue de l'atelier, un changement concret a été obtenu : les autorités coutumières se sont engagées à faciliter l'accès sécurisé des femmes à la terre. Cet engagement marque une étape importante vers une

meilleure inclusion des femmes dans les décisions communautaires et dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. Au-delà de ce résultat, l'atelier a été une véritable tribune d'émancipation. Il a démontré que lorsque les femmes sont associées au plaidoyer, elles deviennent des actrices incontournables du changement social.

Right2Grow continue ainsi de renforcer la mobilisation communautaire pour que les droits sociaux, la nutrition, la sécurité alimentaire et l'égalité de genre deviennent des priorités partagées et soutenues par tous.



“Notre joie en tant que femme est immense aujourd'hui. Cet atelier nous a permis de nous asseoir autour de la même table avec les autorités coutumières et d'avoir enfin droit à la parole pour plaider en faveur des femmes. C'est une chose rare.”

– Binta Sawadogo, Ouahigouya

Annexes

Annexe 1 : Théorie du changement du pays

RIGHT2GROW

Chaque enfant atteint son plein potentiel

Aucun enfant de moins de 5 ans n'est sous alimenté

Impact à long terme

La société civile et le gouvernement s'attaquent conjointement et effectivement à la sous-alimentation de manière intégrée, sensible au genre et inclusive

Impact à moyen terme

I. Les mentalités et les pratiques des ménages (enfants/femmes/hommes) ont changé en matière de nutrition, WASH et Sécurité alimentaire

II. Les Politiques et plans communaux (f II. Les OSC améliorent leur plaidoyer et b en matière de Sécurité alimentaire, C nutrition et WASH

III. Les décideurs centraux et décentralisés intègrent l'approche multisectorielle et allouent des budgets conséquents à la mise en œuvre de la PNMN et des actions/activités de nutrition

IV. Les donateurs et les acteurs internationaux du développement coordonnent et collaborent dans le cadre de la relation entre l'aide humanitaire et le développement afin de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la sous-alimentation

Outcomes

I.1. Les ménages connaissant leurs droits sociaux en matière de nutrition, WASH et Sécurité alimentaire et sont résilients

I.2. Les communautés sont engagées et se mobilisent pour réclamer leurs droits sociaux et accéder à des services sociaux de qualité en matière de nutrition, WASH, Sécurité Alimentaire de façon proactive avec les OSC locales

II.1. Les capacités des OSC sont renforcées sur l'analyse et le suivi budgétaire (vérification, dépenses et redevabilité) en lien avec la nutrition

III.1. Les acteurs de la nutrition renforcent la mise en œuvre de l'approche multisectorielle dans leurs interventions

III.2. Les partenaires de R2G et les OSC génèrent des évidences pour mener des actions de plaidoyer en vue de prévenir la sous nutrition

IV.1. Les clusters et autres cadres de concertation incluent les autres acteurs de l'humanitaire et du développement

Outcomes Intermédiaires

I.1.1. Sensibilisation/Formation accrue des ménages sur leurs droits sociaux et les bonnes pratiques en matière de nutrition, WASH et sécurité Alimentaire

I.1.2. Promotion de la résilience des femmes à travers le plaidoyer

I.2.1. Engagement et capacité accrues des communautés aux côtés des OSCs pour la réalisation de leurs droits sociaux

II.1.1. Les capacités des OSC sont renforcées sur l'analyse et le suivi budgétaire

III.1.1. Les cadres de concertation multisectoriels sont fonctionnels et inclusif de l'ensemble des acteurs

III.2.1. Les évidences et les données sont vulgarisées et partagées

IV.1.1. Les partenaires de R2G et les OSC font le plaidoyer pour une synergie d'action entre les acteurs du développement et de l'humanitaire

Outputs

Annexe 2 : Cadre de résultats du pays

Code indien	Indicateur donateur / indicateur R2G	Sous-indicateur(s)	Valeur de référence quant.	Valeur de référence - qualitative	Cible quantitative année 2025	Valeur REELLE quantitative atteinte année 2025	REELLE - qualitative 2025	Valeur quantitative globale atteinte 2021-2025
SCS1	Nombre de lois et de politiques mieux mises en œuvre pour un développement durable et inclusif (SCS1).	SCS012 : nombre de politiques gouvernementales	0	R2G n'a pas contribué à l'élaboration de politiques pendant la période de référence	1	1	Durant les cinqu années de mise en oeuvre, le R2G a contribué à l'opérationnalisation de la politique multisectorielle de la nutrition à travers le financement de plusieurs activités issues du plan multisectoriel. A titre d'exemple, R2G a financé l'organisation deux activités importantes du STNUT à savoir la formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des interventions Multisectorielles de Nutrition sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et la formation des membres de l'Assemblée Législative de la Transition (ALT) sur l'approche multisectorielle de la nutrition et la budgétisation sensible à la nutrition et l'élaboration de profil nutritionnel. Outre cela, le programme au cours de sa mise en oeuvre a contribué à la révision du plan stratégique multisectorielle et l'élaboration du nouveau plan multisectoriel et du plan de communication, la rédaction et la diffusion de micros programmes pour sensibiliser les populations sur la bonne utilisation des ATPE.	

SCS3	Nombre de fois où les OSC réussissent à créer un espace pour leurs revendications et leurs positions en établissant un agenda, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager. (6 ONG)	CS031 : nombre de fois...au niveau national et international	0	R2G n'a pas contribué au nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour leurs revendications et leurs positions, au cours de la période de référence.	3	3	En 2025, Right2Grow a participé activement à des foras au niveau international pour adresser des messages de plaidoyer en faveur de la nutrition : forum Nutrition for Grow à Paris, forum des systèmes alimentaires, forum des Nations-Unies sur la nutrition à Addis Abeba.	11
SCS3	Nombre de fois où les OSC réussissent à créer un espace pour leurs revendications et leurs positions en établissant un agenda, en influençant le débat et/ou en créant un espace pour s'engager. (OSC)	CS032 : nombre de fois ... au niveau sous-national		La R2G n'a pas contribué au nombre de fois où les OSC ont réussi à créer un espace pour leurs revendications et leurs positions, au cours de la période de référence.	20	24	Au niveau sous national dans la région du centre-nord, Right2Grow a participé activement à l'organisation de deux cadres de concertation (à Kaya et à Boulsa), et a suscité la tenue de plusieurs rencontres au cours desquelles elles ont influencé les débats en adressant des messages de plaidoyer (05 ateliers de plaidoyer ont été organisés par les groupes de plaidoyer au niveau de la région du Centre-Nord). Il y'a eu en outre l'atelier de plaidoyer budgétaire organisé à Kaya où les OSC ont adressé un message de plaidoyer dans le but d'une meilleure budgétisation de la nutrition par les communes de la région. A l'Est, il y'a d'une part la mise en œuvre du plan d'actions avec la direction régionale du commerce de l'Est et d'autre part la poursuite de la mobilisation des hommes et femmes d'affaires pour financer la nutrition à travers la chambre de commerce (délégation consulaire de l'Est). Les Groupes de plaidoyer ont saisi cette opportunité pour passer leur message de plaidoyer. Il y'a aussi l'organisation des cadres multiacteurs offrant aux GP une plateforme pour s'exprimer. Au	115

							delà de ces activités, les GP ont adressé aux autorités communales un plaidoyer en faveur d'une inscription des lignes et leur allocation conséquente en faveur de la multisectorialité de la nutrition des budgets communaux. Au Nord, il s'agit des cadres de concertation financés par R2G dans la région et les ateliers de plaidoyer en occurrence budgétaire organisés par les GP.	
SCS4	Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constituants (2 ONG)	SCS041 : Nombre d'initiatives... au niveau national	0	L'analyse des données montre que les organisations rencontrées ont mené en moyenne 6,5 initiatives de plaidoyer sur des thématiques variées au niveau national ou local. Les initiatives de plaidoyer identifiées par l'étude de référence n'ont pas été soutenues par le projet R2G.	5	1	Right2Grow a participé activement au forum mondial Nutrition4Grow (N4G) pour une mobilisation accrue de fonds en faveur de la nutrition par les bailleurs de fonds et partenaires multinationaux au développement.	19

SCS4	Nombre d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC, pour, par ou avec leurs membres/constituants (OSC)	SCS042 : Nombre d'initiatives... au niveau sous-national	0	L'analyse des données montre que les organisations rencontrées ont mené en moyenne 6,5 initiatives de plaidoyer sur des thématiques variées au niveau national ou local. Les initiatives de plaidoyer identifiées par l'étude de référence n'ont pas été soutenues par le projet R2G.	24	20	Au niveau sous national, Right2Grow à travers les OSC a organisé six initiatives de plaidoyer se déclinant entre autres : un Atelier de plaidoyer auprès des opérateurs économiques et leaders communautaires pour une prise en charge des enfants exposés à la malnutrition à Dahisma, deux ateliers de la construction de latrines dans le marché de Tikaré, à Yilou et à Koudouba, deux ateliers de plaidoyer pour la dynamisation des AUE et pour la collecte des produits locaux pour la transformation en farines enrichies à Boulsa, un atelier de plaidoyer budgétaire à Kaya à l'endroit des PD et comptables des communes. Dans la région de l'Est, il s'agit des initiatives de plaidoyer réalisées par l'agence en synergie avec les GP auprès des autorités et des responsables de collectivités territoriales : panel régional sur la nutrition suivi de plaidoyer, analyse et suivi budgétaire ayant suivi d'un plaidoyer auprès des PDS, message de plaidoyer adressés aux autorités pendant les cadres de concertation, etc. Au Nord, il s'agit des ateliers de plaidoyer organisés par le GP auprès des décideurs sur l'augmentation du budget alloué à la nutrition et de l'amélioration de l'hygiène alimentaire, de l'accessibilité des terres, de la réalisation des jardins nutritifs etc.	109
-------------	--	--	---	---	----	----	--	-----

SCS5	Nombre d'OSC dotées de capacités accrues de lobbying et de plaidoyer (L&A)	SCS053 :Nombre d'autres OSC (non dirigées par des jeunes ou des femmes)	0	Des évaluations des capacités ont été réalisées au cours de la première année. Des lacunes clés apparaissent dans les capacités de lobbying et de plaidoyer, ainsi que dans le suivi du budget et des dépenses.	6	6	Au Burkina Faso, au delà des 06 organisations membres du consortium, R2G a contribué à l'amélioration des capacités organisationnelles et techniques des 88 OSC membres des GP. Cet appui s'est traduit par des actions de renforcement des capacités au profit des membres de ces structures mais également par la dotation en matériels de fonctionnement pour la poursuite de leurs activités au delà de R2G.	6
SCS6	Nombre d'OSC impliquées dans R2G (SCS 6)	SCS063 : nombre d'OSC (non dirigées par des jeunes ou des femmes)	6	Hunger Project, Save the Children, Action Contre la Faim et le Centre for Economic Governance and Accountability Africa (CEGAA), RESONUT (Réseau des organisations de la société civile pour la nutrition) et Association Monde Rural (AMR)	6	6	Le consortium est composé de 06 ONG dont 4 agences et 02 PMO	6

Annexe 3 : Contributions aux indicateurs IGG

Indicateur IGG	Définition	Contributions de Right2Grow			
		Indicateur	Réalisation 2025	Cumulatif	Notes
A.2.2 : Nombre de personnes directement touchées par des activités visant à améliorer temporairement/partiellement leur situation nutritionnelle	Les personnes touchées de manière ciblée (c'est-à-dire les personnes qui sont touchées ou qui peuvent être touchées). - identifiés) par une intervention qui leur apporte un bénéfice temporaire et/ou partiel . Situation nutritionnelle	BF.OP.1.2 : Nombre de personnes touchées par les actions de formation et de sensibilisation conduites par R2G et par les OSC	131	5 256	R2G a organisé des sessions de formation sur des thématiques variées : Nutrition-Wash au profit des OSC, Supervision et conseils pour la réalisation des cultures hors sol et jardins de case dans les ménages, sensibilisation pour l'adoption des bonnes pratiques d'ANJE par les communautés. Par ailleurs, le programme a suscité l'engagement des autorités à davantage alimenter du budget pour les interventions à fort impact nutritionnel pour les populations.
A.2.3 : Nombre de personnes indirectement touchées	Personnes touchées de manière non ciblée (c'est-à-dire que les personnes touchées ne sont pas - ou ne peuvent pas être - identifiées) par une intervention qui peut apporter des avantages, mais qui n'en apporte pas. Ne contribuent pas structurellement à l'amélioration de leur état nutritionnel. Exemple : Programme radio	BF.OP.1.2 : Nombre de personnes touchées par les actions de formation et de sensibilisation conduites par R2G et par les OSC	3 222 756	4 778 316	Diffusion de micro programme de sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles des enfants en occurrence l'utilisation des Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi (ATPE) organisées sous l'égide du ST/Nut sur l'ensemble du pays. Des émissions radio réalisées sur des thématiques clés de R2G (multisectorialité, bonnes pratiques d'ANJE) par les agences d'une part et les OSC d'autre part ont également permis de toucher un nombre important de personnes.
4.1 : Nombre de réformes/améliorations des principales politiques/lois/réglementations (inter)nationales en matière de FNS (identique au SCS 2)		R2G.OC.3.2 : Donor indicator SCS 2 Nombre de lois, de politiques mieux appliquées/mise en œuvre pour un développement durable et inclusif	1	1	En 2025, le programme R2G a poursuivi son appui pour l'opérationnalisation de la politique multisectorielle de la nutrition à travers le financement des certaines activités du plan multisectoriel. On peut citer entre autres : la rédaction du

					nouveau plan multisectoriel de la nutrition 2026-2030, l'élaboration du plan de communication pour la multisectorialité, la rédaction et la diffusion de micros programmes pour sensibiliser les populations sur la bonne utilisation des ATPE. Le programme a en outre poursuivi ses actions de plaidoyer budgétaire en faveur de la nutrition et contribué à la tenue de cadre de concertation multi-acteurs pour une coordination et synergie des actions plus accrues en faveur de la promotion de la nutrition.
--	--	--	--	--	--

Annexe 4 : Résultats récoltés

Titre du résultat	Contribution de R2G aux résultats	Pertinence du résultat	Preuves de changement et de contribution	Validateurs externes	Genre
Le 28 mars 2025, pour la première fois, les opérateurs économiques de Guibaré ont pris un engagement écrit pour la construction des latrines au sein de leur marché au cours d'un atelier de plaidoyer organisé à la mairie de Guibaré par le Groupe de Plaidoyer du Bam avec l'appui technique et financier de Right2Grow	Right2grow a renforcé les capacités des groupes de plaidoyer en matière de conduite de plaidoyer et de production d'évidences (vidéos MOJO). Le projet a également soutenu financièrement et techniquement la tenue de l'activité.	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Des preuves pour le changement : Les engagements écrits, Liste des membres du comité de suivi des engagements Preuve de la contribution : Rapport de l'activité, états de prise en charge des participants, liste de présence, vidéo MOJO, la photo de famille	Point focal Eau et Assainissement de la mairie de Guibaré Mme Guel au 73324797	La réalisation des latrines permettra d'améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement et de réduire la survenue des maladies liées à la mauvaise hygiène
Le 23 mai 2025, pour la première fois, les opérateurs économiques de Tikaré ont pris un engagement écrit pour la construction des latrines au sein de leur marché au cours d'un atelier de plaidoyer organisé à la mairie de Tikaré par le Groupe de Plaidoyer du Bam avec l'appui technique et financier de Right2Grow	Right2grow a renforcé les capacités des groupes de plaidoyer en matière de conduite de plaidoyer et de production d'évidences (vidéos MOJO). Le projet a également soutenu financièrement et techniquement la tenue de l'activité.	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Des preuves pour le changement : Les engagements écrits, Liste et photo des membres du comité de suivi des engagements Preuve de la contribution : Rapport de l'activité, états de prise en charge des participants, liste de présence, vidéo MOJO, la photo de famille	Point focal Eau et Assainissement de la mairie de Tikaré OUEDRAOGO Marius au 57786623	La réalisation des latrines permettra d'améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement et de réduire la survenue des maladies liées à la mauvaise hygiène
Le lundi 26 mai 2025, pour la première fois, l'Association Yilgmdé, membre du Groupe de Plaidoyer du Bam a été répertoriée et bénéficié du matériel d'hygiène et d'entretien par la mairie de Kongoussi suite à un atelier de plaidoyer qu'il a organisé pour la construction d'un dépotoir	Right2grow a renforcé les capacités des groupes de plaidoyer en matière de conduite de plaidoyer et de production d'évidences (vidéos MOJO). Le Groupe Plaidoyer s'est illustré par la mise en œuvre de plusieurs actions de plaidoyer et de sensibilisations (émissions radiophoniques, dans les écoles...) soutenues financièrement et	Outcome III.1 : Les acteurs de la nutrition renforcent la mise en œuvre de l'approche multisectorielle dans leurs interventions.	Des preuves pour le changement : Page de la mairie de Kongoussi, bordereau de remise de matériel, photos du matériel Preuve de la contribution : Rapport de l'atelier de plaidoyer, états de prise en charge des participants, liste de présence, rapport des activités de sensibilisation	Président de l'Association Yilgmdé du Kongoussi SAWADOGO Tuburuce Tel :70146244	L'acquisition du matériel renforce la capacité de la structure dans la collecte et le transport des déchets et de ce fait, contribue à améliorer le cadre de vie des populations

de déchets ménagers de la ville de Kongoussi	techniquement par le projet Right2Grow.				
Pour la première fois 57 femmes de Kaya soit 81% des bénéficiaires de la formation sur la culture hors sol ont mis en place des jardins de case et des cultures hors sol dans leurs ménages suite à une formation réalisée par le Groupe de plaidoyer du Sanmantenga du 02 au 03 Septembre 2024 à la maison de la femme de Kaya. Cette activité a bénéficié d'un appui financier de Right2Grow.	R2G à travers le GP a identifié la thématique de formation et l'identification des participants auprès du service social de la mairie de Kaya, le GP a sollicité l'appui de la direction provinciale en charge de l'agriculture pour l'animation de la formation. Le GP a organisé des sorties de suivi auprès des bénéficiaires	Output I.2.1 : Engagement et capacité accrus des communautés aux côtés des OSC pour la réalisation de leurs droits sociaux	Des preuves pour le changement : Photo des jardins de case et culture hors sol réalisées Rapport de suivi des bénéficiaires Preuve de la contribution : - Liste de présence des participants à l'atelier - Photo des participants à l'atelier de formation - Rapport de l'atelier de formation - Etats de prise en charge des participants.	Adjoint du directeur provincial l'agriculture des ressources animal et halieutique M. Fofana Contact :72590312	L'activité a impliqué la participation des jeunes, des hommes des femmes dont des personnes vivant avec handicap (cf liste de présence)
Le 23 mai 2025 à Dahisma, le groupe de plaidoyer du Sanmatenga avec l'appui de Right2Grow a organisé un atelier de plaidoyer auprès des opérateurs économiques et les leaders communautaires pour une prévention de la malnutrition de 6 à 59 mois. Pour la première fois, des chefs coutumiers et religieux et des chefs de ménage présents ont pris des engagements écrits pour collecter des produits locaux (sorgho, petit mil, haricot, pomme de terre, maïs) pour la transformation en farine enrichie au profit des enfants fréquentant le centre de santé de ladite localité. Cette activité	L'atelier de plaidoyer a été organisé grâce au financement de Right2Grow et aux renforcements des capacités des membres du GP en matière de plaidoyer lesquels ont été soutenus par Right2Grow.	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Des preuves pour le changement : Fiche des engagements pris et signée par les chefs coutumiers et religieux Rapport de l'atelier Preuve de la contribution : - Liste de présence des participants à l'atelier - Photo des participants à l'atelier - Rapport de l'atelier - Etats de prise en charge des participants.	Médecin Chef du District de Kaya D. OUEDRAOGO :70014373 Point focal nutrition DS-Kaya M. RAMDE : 70187083	L'activité a mobilisé des leaders coutumiers et religieux, des hommes des femmes dont des personnes vivant avec un handicap (cf liste de présence) qui ont pris conscience de la nécessité de s'impliquer pour la cause de la nutrition.

a bénéficié d'un appui financier de Right2Grow.					
Le 23 mai 2025 à Dahisma, le groupe de plaidoyer du Sanmatenga avec l'appui de Rght2Grow a organisé un atelier de plaidoyer auprès des opérateurs économiques et les leaders communautaires pour une prévention de la malnutrition de 6 à 59 mois. Pour la première fois, un comité a été mis en place pour la collecte et la gestion des produits locaux et certaines communautés ont déjà collecté ses produits (sorgho, petit mil, haricot, pomme de terre, maïs) pour la transformation en farine enrichie au profit des enfants fréquentant le centre de santé de ladite localité. Cette activité a bénéficié d'un appui financier de Right2Grow.	L'atelier de plaidoyer a été organisé grâce au financement de Right2Grow et aux renforcements des capacités des membres du GP en matière de plaidoyer lesquels ont été soutenus par Right2Grow.	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Des preuves pour le changement : Photo des produits locaux apportés Photo des membres du comité mis en place Preuve de la contribution : - Liste de présence des participants à l'atelier - Photo des participants à l'atelier - Rapport de l'atelier - Etats de prise en charge des participants.	Médecin Chef du District de Kaya D. OUEDRAOGO :70014373 Point focal nutrition DS-Kaya M. RAMDE : 70187083	L'activité a mobilisé des leaders coutumiers et religieux, des hommes des femmes dont des personnes vivant avec un handicap (cf liste de présence) qui ont pris conscience de la nécessité de s'impliquer pour la cause de la nutrition.
Pour la première fois, les communautés des communes de Boala, Boulsa Dargo et Zéguédéguin ont pris des engagements écrits pour collecter et remettre des produits locaux (Mil, Maïs, arachide, riz, huile, sel, sucre,	R2G a assuré le renforcement des capacités des membres du GP en réalisation de vidéos MOJO et la mise en application des connaissances reçues par les GP à travers la production de capsules vidéo ; le coaching des GP par l'équipe projet. Cela a permis au GP	Outcome II. : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de sécurité alimentaire, nutrition et Wash	Des preuves pour le changement : Rapport de l'atelier, Vidéo Mojo de l'atelier Preuve de la contribution : TDR de l'atelier Rapport de l'atelier	Haut-Commissaire Namentenga Monsieur Adama CONSEIGA 77 34 34 42	L'engagement des leaders en faveur de la prévention de la malnutrition à travers la collecte et la remise des produits pour la transformation en farine enrichie permettra de changer les mentalités des populations

poisson sec) à leurs formations sanitaires pour la transformation de la farine enrichie au profit des enfants de 6 à 59 mois pour la prévention de la malnutrition. Cela a été possible suite à l'atelier de plaidoyer sur la collecte des produits locaux pour la transformation de la farine enrichie au profit des formations sanitaires, organisé par le Groupe de Plaidoyer du Namentenga à l'endroit des autorités coutumières et religieuses le 13 Mars 2025 dans la salle de réunion de la mairie de Boulssa. Cette activité a bénéficié de l'appui financier de Right2Grow.	de disposer de compétences utiles pour produire des évidences en vue de soutenir leur action de plaidoyer.		Liste de présence L'état de paiement et factures		en générale, les femmes et les hommes en particulier sur la promotion de la bonne nutrition.
Du 10 au 21 Avril 2025, pour la première fois, les communautés des communes de Boulssa et de Dargo ont collecté et remis des produits locaux (Mil, Maïs, arachide, riz, huile, sel, sucre, poisson sec) aux formations sanitaires de Boulssa, et de Dargo pour la transformation de la farine enrichie au profit des enfants de 6 à 59 mois pour la prévention de la malnutrition. Cela a été possible suite à l'atelier de plaidoyer sur la collecte des produits locaux pour la transformation de la farine enrichie au profit des	R2G a assuré le renforcement des capacités des membres du GP en réalisation de vidéos MOJO et la mise en application des connaissances reçues par les GP à travers la production de capsules vidéo ; le coaching des GP par l'équipe projet pour produire les évidences lors de l'atelier de plaidoyer. R2G à travers le GP a participé activement au processus de la collecte et de remise des produits aux formations sanitaires.	Output I.2.1 : Engagement et capacités accrus des communautés au côté des OSC pour la réalisation de leurs droits sociaux	Des preuves pour le changement : Photos des produits collectés, Vidéo Mojo de la remise des produits aux responsables des formations sanitaires, photos de démonstration culinaire. Preuve de la contribution : Prise de notes lors des sorties Vidéos Mojo réalisées et photos prises	Infirmiers Chef de Poste du Centre Urbain de Boulssa et du CSPS de Dargo OUEDRAOGO Ilassa ICP CSPS de Dargo Tel : 67 08 32 99	A travers les produits collectés pour la transformation en farine enrichie au profit des enfants de 6 à 59 mois nous contribuons à la réduction de la malnutrition qui est une problématique globale aussi bien pour les femmes et les hommes.

formations sanitaires, organisé par le Groupe de Plaidoyer du Namentenga à l'endroit des autorités coutumières et religieuses le 13 Mars 2025 dans la salle de réunion de la mairie de Boulssa. Cette activité a bénéficié de l'appui financier de Right2Grow.					
Le Directeur Général de l'ONEA pour la première fois au cours d'une audience qu'il a accordé au groupe de plaidoyer du Yatenga le 10 janvier 2025 à Ouagadougou a informé le groupe de plaidoyer qu'il est en négociation avec un partenaire Suisse afin d'obtenir le financement nécessaire pour le démarrage effectif des travaux du projet Guitti d'ici à fin 2025. Il a en outre pris l'engagement de poursuivre la recherche des solutions pour ce démarrage. Cela a eu lieu dans le cadre du suivi du plaidoyer sur le projet barrage de Guitti avec l'appui de Right2Grow.	L'assistance technique et financière	Ce résultat répond à la théorie de changement de Right2Grow outcome intermédiaire I.2 : Les communautés sont engagées et se mobilisent pour réclamer leurs droits sociaux et accéder à des services sociaux de qualité en matière de nutrition, WASH, Sécurité Alimentaire de façon proactive avec les OSC locales	Preuve de changement : Photos, liste de présence, enregistrement de l'interview, rapport d'activité Preuve de contribution : TDR de l'activité, Rapport de l'activité, pièces justificatives	Le Directeur Général de l'ONEA	
Deux acteurs du secteur privé pour la première fois ont signé un engagement à apporter un soutien financier au groupe de plaidoyer dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action 2025.au cours d'une table ronde de mobilisation de ressources organisé le 12 avril	Les renforcements de capacité du groupe de plaidoyer, l'assistance technique et financier apporté au groupe de plaidoyer pour réaliser cette activité	Ce résultat répond à la théorie de changement : Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, Nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, vidéo, rapport de l'activité Preuve de contribution : TDR de l'activité, Rapport de l'activité, pièces justificatives	Le Président de la Délégation Spéciale de la commune de Namissiguima représentant Monsieur le Haut-commissaire de	L'atelier a connu la participation de toutes les sensibilités.

2025 à Ouahigouya par le groupe de plaidoyer du Yatenga avec l'appui du programme Right2Grow.				la Province du Yatenga à l'atelier.	
L'opérateur économique Ali de Margo pour la première fois a octroyé 100 000 F CFA au groupe de plaidoyer du Yatenga le 02 mai 2025 pour le financement de son plan d'action suite à l'engagement qu'il a signé à accompagner le groupe de plaidoyer le 12 avril 2025 à Ouahigouya au cours de l'atelier de plaidoyer de mobilisation de fonds. Cela a été possible avec l'appui de Right2Grow.	L'assistance technique et financière dans la réalisation de l'activité	Ce résultat répond à la théorie de changement : Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, Le relevé de transfert bancaire du montant, Preuve de contribution : TDR de l'activité de la table ronde, Rapport de l'activité, pièces justificatives		
Le Directeur Général de l'ONEA au cours de l'audience qu'il a accordé au groupe de plaidoyer du Yatenga le 23 mai 2025 à Ouagadougou a félicité le groupe de plaidoyer pour son engagement citoyen à mener des actions de plaidoyer pour le bien-être des populations et a rassuré le groupe que le partenaire suisse a marqué son accord pour le financement du projet Guitti et que les formalités administratives sont en cours. Cela a été possible avec l'appui de Right2Grow.	L'assistance technique et financière	Ce résultat répond à la théorie de changement : Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, liste de présence, enregistrement de l'interview Preuve de contribution : rapport d'activité, et pièces justificatives	Le Directeur Général de l'ONEA	

Les ONG et les acteurs du secteur privé ont pris des engagements et mobilisé 3 000 000F CFA pour le groupe de plaidoyer de Zondoma pour le financement des activités en faveur de la nutrition, la sécurité alimentaire, le WASH et la cohésion sociale le jeudi 26 Juin 2025 dans la salle de la mairie de Gourcy lors d'une table ronde pour mobiliser des ressources	Les renforcements de capacité du groupe de plaidoyer et accompagnement pour la tenue des activités	Ce résultat répond à la théorie de changement : Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, liste de présence, Preuve de contribution : rapport d'activité, et pièces justificatives	Le Président de la Délégation spéciale de la commune de Gourcy	
Pour la première fois le 17 juin 2025, les autorités locales ont intégré la notion d'hygiène au sein des établissements à travers un concours pour le choix du meilleur établissement scolaire réunissant les conditions WASH. Cette réalisation fait suite aux actions de plaidoyer menées par le GP auprès des autorités locales pour l'amélioration de l'hygiène en milieu scolaire.	Les renforcements de capacités dont ont bénéficié les GP les ont amenés à plaider pour l'amélioration de l'hygiène en milieu scolaire.	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : TDR de l'activité, Rapport de l'activité, pièces justificatives	Haut-Commissaire de la province du Passoré	
Pour la première fois le Haut-Commissaire de la province du Passoré a émis une note pour l'interdiction de laisser divaguer les animaux au sein du CMA de Yako le 29 Août 2025. Cette action fait suite aux actions du Groupe de Plaidoyer du Passoré	Les renforcements de capacités dont ont bénéficié les GP les ont amenés à plaider au cours du cadre de concertation provinciale pour une amélioration du WASH dans la province le 13 juin 2025.	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : TDR de l'activité, Rapport de l'activité, pièces justificatives	Le Haut-commissaire de la province du Passoré	

Pour la première fois le 19 Avril 2025, les femmes réinstallées dans la commune de Titao ont transmis un message de plaidoyer dénommé "déclaration des femmes pour zéro enfant malnutri au Loroum " pour sonner l'alerte sur la malnutrition chez les enfants de moins de 05 ans et les femmes enceintes à Monsieur le Haut-commissaire de la province du Loroum lors des journées d'actions des femmes au profit de la nutrition. Cette activité a été organisée par le Groupe de Plaidoyer du Loroum en partenariat avec les Coordinations Provinciales et Communales des femmes du Loroum sur l'appui technique et financier de Right2Grow.	Renforcement des capacités du groupe de plaidoyer et appui technique et financier pour la tenue des journées d'action des femmes au profit de la nutrition à Titao	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, vidéo, reportage, rapport de l'activité Preuve de contribution : TDR, pièces justificatives de l'atelier	Monsieur le Haut-Commissaire de la province du Loroum	Cette activité a été réalisé avec les femmes de la province du Loroum
L'honorable député à l'Assemblée Législative de la Transition (ALT) Youssouf OUEDRAOGO, a financé pour la première fois la formation en bouillie enrichie de 40 femmes du secteur 04 de la commune de Gourcy	Renforcement de capacité du groupe de plaidoyer sur le plaidoyer et le lobbying	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : TDR, rapport de l'activité	L'Honorable député Youssouf OUEDRAOGO	Ce sont des femmes qui sont des bénéficiaires du lobbying
Pour la première fois, la mairie de la commune de Gourcy a invité le groupe de plaidoyer du Zondoma à co- organiser avec elle la semaine communale de l'assainissement dans la	Les renforcements de capacités du groupe de plaidoyer et l'assistance technique	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : TDR, rapport de l'activité	Le Président de la Délégation spéciale de la commune de Gourcy	

commune de Gourcy du 26 au 31 Mai 2025. Cela a été possible suite au plaidoyer fait par le groupe de plaidoyer du Zondoma auprès du Président de la Délégation Spéciale pour l'assainissement de la ville de Gourcy					
Le Comité de Jumelage Olonne sur Mer Gourcy a renouvelé, le 14 /03/2025 dans la salle du comité de Jumelage, ses engagements à poursuivre le ravitaillement de 40 sachets de farine enrichie par mois durant toute l'année 2025 pour prendre en charge les enfants malnutris. Cela a été possible grâce au plaidoyer fait par le Groupe de Plaidoyer du Zondoma auprès du bureau dudit comité	Les renforcements de capacités du groupe de plaidoyer	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : Rapport de l'activité	Le Comité de Jumelage Olonne sur Mer Gourcy	
La Directrice provinciale de l'agriculture et des ressources animales de Gourcy a pris en compte le nombre de personnes vulnérables et les personnes déplacées internes pour la vente des semences à prix social pour la saison pluvieuse 2025, suite au lobbying du groupe de plaidoyer du Zondoma fait le 12 mars 2025 dans la salle de l'Agriculture de Gourcy	La recherche d'évidence pour appuyer le plaidoyer, renforcement de capacités de groupe de plaidoyer	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : TDR, rapport de l'activité	La Directrice provinciale de l'agriculture et des ressources animales de Gourcy	
L'ONEA a pris l'engagement pour la première fois de publier la liste des dates de distribution d'eau potable	Les renforcements de capacité du groupe de plaidoyer et la recherche d'évidences pour appuyer le lobbying	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité	Le Directeur provincial de l'ONEA du Zondoma	

dans la commune de Gourcy suite aux lobbyings fait par le groupe de plaidoyer du Zondoma le 17 février 2025 dans le bureau du Chef d'Antenne de l'ONEA de la province du Zondoma		alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de contribution : Rapport de l'activité		
Le Comité de Jumelage Olonne sur Mer Gourcy a réhabilité deux (02) forages le 20 Avril 2025 au profit des femmes de Gourcy. Ces ouvrages hydrauliques sont implantés dans les jardins (maraichers et nutritionnels) de la coopérative des femmes du secteur 04. Cette activité a été possible grâce au lobbying fait par le groupe de plaidoyer du Zondoma	Les renforcements de capacités du groupe de plaidoyer	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : Rapport de l'activité	Le Comité de Jumelage Olonne sur Mer Gourcy	Les bénéficiaires sont des femmes
Trente-cinq (35) hectares de cordons pierreux ont été aménagés pour la récupération des terres dégradées aux profit de 100 bénéficiaires de la coopérative des femmes de Niessega pour la production agricole par l'association Pagb Yilgri Sulli du 1er au 25 Avril 2025 dans le village de Niessega. Cela a été possible grâce au lobbying fait par le groupe de plaidoyer du Zondoma	Renforcement de capacité du groupe de plaidoyer, Plaidoyer et lobbying fait par le groupe de plaidoyer	Output I.1.2. Promotion de la résilience des femmes à travers le plaidoyer	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : Rapport de l'activité	Le Président de la Délégation Spéciale de la province du Zondoma	Les bénéficiaires sont des femmes
Vingt-cinq (25) fosses fumières ont été mises en place pour les bénéficiaires de la coopérative des femmes de Niessega pour la culture sur 35 Hectares de	Les renforcements de capacités du groupe de plaidoyer	Output I.1.2. Promotion de la résilience des femmes à travers le plaidoyer	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : Rapport de l'activité	Le Président de la Délégation Spéciale de la Province du Zondoma	Les bénéficiaires sont des femmes

terres récupérées du 01-25 Avril 2025 dans le village de Niessega par l'Association Paaga Yilgri Sulli de Gourcy. Ce résultat a été possible grâce au plaidoyer du Groupe de Plaidoyer du Zondoma pour l'atteinte de la sécurité alimentaire dans la province du Zondoma					
Les cinq (5) présidents de délégations spéciales de la province du Zondoma ont pris un engagement écrit pour la mise en place de banques de céréales et de la mise en place d'un comité de gestion de ces banques de céréales dans les cinq communes de la province du Zondoma le 26 Avril 2025 dans la salle de réunion de la mairie de Gourcy grâce à l'atelier de plaidoyer du Groupe de Plaidoyer du Zondoma pour la mise en place de banques de céréales	Les renforcements de capacités du groupe de plaidoyer	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de Sécurité alimentaire, nutrition et WASH	Preuve de changement : Photos, rapport de l'activité Preuve de contribution : TDR de l'activité, Rapport de l'activité, pièces justificatives	Les cinq présidents des délégations spéciales de la province du Zondoma	
Le 10 avril 2025 les Présidents des délégations spéciales de 13 communes se sont engagés à soutenir les groupes de plaidoyer dans la réalisation des analyses et le suivi budgétaires (BMET) à la suite de la session d'information tenue à l'endroit des autorités locales de la région de l'Est.	Tenue de la session de sensibilisation sur le BMET le 10 avril 2025 à l'endroit des autorités locales Communication réalisée par le directeur régional du budget sur la nomenclature budgétaire des communes Communication faite par le coordonnateur du RESONUT sur le BMET et la méthodologie ouest africaine du	Ce résultat a un lien avec le Outcome II : les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de nutrition, WASH et sécurité alimentaire	Preuve de changement : Les groupes de plaidoyer possèdent les documents budgétaires Les comptables participent aux analyses budgétaires menées par les groupes de plaidoyer Les OSC réalisent des ateliers de plaidoyer sur la base des analyses BMET Preuve de contribution : Les rapports BMET Les rapports des ateliers de présentation des résultats des analyses BMET	Directeur régional du budget de l'Est 76 78 73 84	La population des communes objets des analyses BMET

	Conduite des travaux par le secrétaire général de la région de l'Est				
Le 26 juin 2025, une trentaine de coopératives ont élaborer un draft de plan d'actions pour améliorer leur engagement en faveur de la nutrition dans la province du Gourma	Tenue de l'atelier de concertation pour l'amélioration de l'engagement du secteur privé en faveur de la nutrition Communication réalisée par le Directeur régional du commerce Conduite des travaux par les agents de la Direction régionale du commerce	Outcome II : Les OSC améliorent leur plaidoyer en matière de nutrition, WASH et sécurité alimentaire	Preuve de changement : L'existence d'un draft de plan d'actions pour la dynamisation de l'engagement du secteur privé Preuve de contribution : Liste de présence de Rapport de l'atelier Publication d'article sur la page Facebook Right2Grow Burkina Faso	Directeur régional du commerce de l'Est 75 11 91 60	Les participants à l'atelier étaient pour la plupart des femmes responsables de coopératives